Nanterre: l'Office HLM ne veut toujours pas d'Antillais

 N° 28 Semaine du 13 au 19 juin 1981

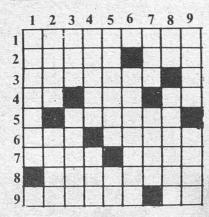
6,00 FF Maroc 4;40 DH—Tunisie 400 M.







Grille n° 17



HORIZONTALEMENT

1. Ville d'Algérie ; 2. Grand plaisir-Suite ; 3. Insecte social ; 4. Paru-Vallée-Coutumes ; 5. Ville de l'Inde ; 6. Vieux roi-Matière purulente ; 7. Destin-Poils ; 8. Obstruées ; 9. Dévoile-Pronom.

VERTICALEMENT

1. Vastes ;2. Fille de Zeus-Divisée en lobes ; 3. Vieux-Pays d'Afrique ; 4. Pays d'Afrique-Abat ; 5. Unis-Chlore ; 6. Port du Maroc ; 7. Affaibli-Jointe ; 3. Berné-Nécessaires ; 9. Fleuve anglais-Crochet.

Solution grille n° 16.

| | 1 | 2, | 3 | 4 | 5 | 6 | ¥ | 8 | 9 |
|---|---|----|---|---|---|---|---|---|--------|
| 1 | A | P | A | R | T | H | E | 1 | D A |
| 2 | 1 | S | L | A | M | | U | S | A |
| 3 | R | E | S | T | E | R | | M | 1 |
| 4 | | L | A | | S | E | J | A | N |
| 5 | A | L | C | E | E | | 0 | 1 | E |
| 6 | N | 0 | E | L | | A | 1 | L | |
| 4 | 0 | S | | U | R | A | N | 1 | E |
| 8 | D | | 0 | D | E | | T | A | S |
| 9 | E | N | R | A | G | E | E | | T |
| | | | | | | | | | |

OFFRE SPECIALE

Abonnements maintenus à l'ancien tarif

À l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

70F

90F

105F

1 an 9 mois 6 mois 3 mois

170F

220F

290F

220F

280F

320F

120F

160F

170F

Visitez Amsterdam .. en prison!

Vous avez envie de changer d'air dans cette période électorale tendue, vous voulez visiter Amsterdam par exemple, pour vous retrouver dans une ambiance autre, que parisienne? Ne vous trompez pas! Ce qui est l'ambiance française en transition vers le gouvernement de gauche n'est nullement l'ambiance continuelle de répression et de « l'ordre » au Pays Bas, qui ne manque pas vous rappeller celle de l'Allemagne Fédérale.

Vous allez voyager toute la nuit pour y arriver le matin du 29 avril : vous vous traînez un peu autour de la gare, puis vous prenez un tramway à la recherche d'un hébergement, car vous êtes crevé de fatigue. Seulement voilà : vous n'avez pas changé d'argent / attendez-vous retrouver des amis ? / et vous n'avez pas pris de tickets de transport / que vous ne savez d'ailleurs pas où trouver / : à qui ceci n'était déjà pas arrivé, à deux heures d'arrivée d'une ville étrangère ?

Par malchance, dans le tramway, tout à fait vide vers 10 heures du matin, 3 contrôleurs montent par les trois portes de descente / où d'ailleurs, personne ne descend / : pas de billet? Vous payez 25 florins. Vous n'avez pas d'argent hollandais? Vous payez 60 ft. français.

L'un qui vous parle en français, ne veut aucune explication. Avez-vous votre passeport? Bien, il le met dans sa poche, puis voulez-vous le suivre pour vous rendre au commissariat de Police. Vous ne voulez pas vous y aller? Les trois jeunes hommes, grands, forts, aux cheveux bien coupés, d'allure sportif exercé, commencent à vous bousculer, par la force, puis l'un des deux s'en va. Vous êtes étonné: à quoi cela rime ? Il a votre passeport, il est civil : de quel droit ils vous forcent dans la rue de les suivre ? Finalement, ils ne vous amènent pas à la Police pour Etrangers, mais ils vous font voyager en bus durant trois quarts d'heures, loin du centre, dans un commissariat de Banlieue. Là-bas, ils répètent « de payer ou de rester » : vous n'avez pas d'argent pous cela, juste pour vous faire payer un hôtel au cas où vous ne trouveriez pas vos amis, et pour repartir aussitôt? Que vous voulez téléphoner, contacter des gens ou des représentants de votre pays? Pas question. Ils confisquent vos affaires et vous conduisent en cellule. Avant d'y entrer, vous etes etonné, et vous voulez aller aux toilettes, aussi? Non, on vous y pousse, comme un délinquant. Les jeunes hommes bien grands, bien rasés et bien sportifs, qu'ils soient civils ou en uniformes vous méprisent manifestement; ici, vous êtes ni citoyen ni étranger; vous êtes un sans droit, un être humain réduit à zéro. Cela, on vous le fait bien comprendre, et aussi le fait que ceci pourrait très bien arriver à n'importe qui, à n'importe quel moment. Faites donc votre expérience, pour deviner ce que la répression engendre parmi la jeunesse dans ce type de pays de l'« ordre ».

Vous rentrez dans une cellule minuscule, à lumière artificielle, et votre première impression est de la sourdité : la pièce est insonorisée de telle manière, que vous perdez votre sens naturel de contact.

Et si vous ne portez pas de vêtements suffisants, vous crevez de froid, que les ventillateurs vous envoient des deux côtés.

_Vous êtes fatigué, vous vous allonge sur le banc et vous fermez les yeux. Au bout de quelques heures, vous avez faim, et vous vous mettez à frapper la porte. Quelques minutes passées, vous donnez des coups de pieds pour vous faire entendre: 10 minutes passées en frappant, ils ouvrent le trou. Vous demandez combien de temps vous allez y rester, puis vous dites que vous n'avez rien mangé de la journée. On vous annonce, qu'on vous amène à la Police pour Etrangers. Alors, deux « beaux » jeunes super sportifs, avec une attitude fâcheuse, vous conduisent en voiture au Centre Ville. Vous avez enfin l'occasion de visiter Amsterdam, durant une heure de voyage : vous voyez des gens sans sourire, des regards indifférents, même si des fois, vous captez des regards curieux qui vous observent en compagnie des policiers en uniforme.

Vous avez alors vu Amsterdam, ville immense et des rues et des maisons densement construites, derrière des vitres d'une voiture de Police. En entrant à la Police pour Etrangers, vous constatez, qu'il y a certainement toujours beaucoup de monde aux bureaux, puis vous montez au 2e étage, et on vous reçoit en acclamant « c'est la française? ». Les policiers vous y laissent et alors un homme en civil, d'âge moyen, commence à observer devant vous votre passe-

port confisqué: ah, vous n'êtes pas née en France? Vous vous êtes fait naturaliser, n'est-ce pas? Et alors, pour la première fois, on vous demande, de ce que vous êtes venue faire ici? Voir des amis? Vous exigez qu'on vous donne d'explication sur votre détention, on vous écoute pas, vous voulez contacter des gens, ce n'est pas la peine, vous sortirez d'ici 15 minutes.

Ensuite, on vous met dans une cellule sombre, où il y a un couple
israélien, arrêté dans la rue pour accusation de vol d'argent dans une banque, un noir tout silencieux, et un
autre noir, qui vous cause sans cesse, à vous, en particulier. Il vous dira que vous partirez avec lui, car il
va être expulsé du pays, vous n'y prettez pas attention. _Dès qu'on fait
entrer un jeune, visiblement israélien,
qui vous parle en français, vous y
répondez même pas. Au bout de quelques heures, le couple et le noir partent, puis on vous fait sortir avec
l'autre noir, qui colle sur vous, en vous
donnant des « bons conseils ». Alors,

sans papier d'arrestation ni d'explication, on vous conduit dans une camionnette, en compagnie du noir et un autre jeune, aux cheveux longs, et aux vêtements déchirés. Les 2 agents en civil, âgés, ne vous disent pas un mot, visiblement vous les gênez : qu'il vous manque l'argent dans votre porte-monnaie ? On vous l'a pris, pour vous faire payer le billet de train, jusqu'à Bruxelles. Que vous avez votre ticket de retour en bus, jusqu'à Paris ? Ça n'a aucune importance.

Pendant que le noir vous casse les oreilles, on vous amène jusqu'à la frontière hollandaise, à la dernière station de train. Ici, on vous donne votre passeport, et le ticket de train, jusqu'à Bruxelles. Qu'allez-vous faire dans une ville que vous ne connais-sez pas, sans argent, loin de Paris, où vous habitez? C'est votre affaire. Alors, passé toute la journée à la Police, conduite à la frontière avec deux autres, dont le noir a fait l'impru-.... dence de demander des agents en votre proximité, il allait retourner en bus, après avoir reçu l'argent de l'agent -l'argent qu'il devait partager avec l'autre-vousvous demandez, s'il n'était pas payé pour vous « accompagner » par la police ? : eh bien, vous vous trouvez sous le ciel brumeux et pluvieux du soir, à Bruxelles. Ici, vous constatez que les belges sont tout de même bien différents des hollandais, ils vous répondent gentiment quand vous demandez des renseignements pour prendre l'autoroute à pieds, et alors, vous vous lancez pour retourner à Paris, en auto-stop.

Voici, votre histoire hollandaise terminée. Vous voulez essayer de comprendre ce qui s'est passé? C'est inutile. Il n'y a rien à comprendre: soit que vous étiez l'objet de provocation, soit que les autorités hollandaises ne connaissent pas des limites. Que vous n'étiez ni au Chili de Pinochet, ni en Argentine de Vidéla? Et alors! C'est ainsi en Occident l'image de l'« ordre», d'une certaine « démocratie ».

Espérons, que les Français auront suffisamment de force pour éviter de prendre une voie similaire à celle-là ...

Rita Kiss (sociologue)

SZYSTRYTÜÈVE

Siège social: 35 rue Stéphenson, 75018 Paris Tél: 606 15 68

Rédaction Paris: 33 bd Saint-Martin 75003 Paris. Tél.: 278 44 78

Fondateur de l'Association

« Editions Sans Frontière »:
Louis Gallimardet
Directeur de publication: Khali Hammoud C.C.P.: 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Impression, 93 Montreuil.



France

Nom

Par avion

Europe, Afrique

L'immigration du Tiers-Monde en Espagne Par Juan Goytisolo

L'immigration politique et sociale en provenance de pays autres que ceux de la zone européenne et nord-atlantique est en Espagne un phénomène relativement nouveau. Bien entendu, ni le sous-développement économique qui jusqu'au début des années 60 affligea la grande partie de la Péninsule Ibérique, ni le régime de dictature qui sévissait dans le pays ne favorisaient l'installation chez nous d'individus ou de groupes qui, échappant à la misère ou à la tyrannie, cherchaient du pain ou de la liberté sur un sol étranger. Comment auraient-ils pu trouver du travail en Espagne, où la misère et le chômage dépeuplaient des régions entières et que plus de deux millions d'Espagnols devaient émigrer dans les pays plus riches du Nord? Qui pouvait avoir l'idée saugrenue, sauf les complices de Batista ou de Trujillo, de se mettre sous la protection d'un gouvernement tel que celui de Franco, quand des centaines de milliers d'Espagnols en fuyaient et connaissaient par sa faute les privations et les amertumes de l'exil?

Mais le « miracle économique espagnol », à la suite de la grande vague touristique et de l'investissement massif de capitaux européens et américains, joint au manque progressif de main-d'oeuvre dû à la saignée migratoire d'ouvriers et de paysans vers l'Europe Occidenta-le, déclenchèrent, au bout de quelques années, un courant inverse : les travaux dont personne ne voulait -c'est à dire, les plus durs et mal payésdevinrent le lot d'une immigration Arabe et Africaine alors à ses débuts. Dans la plus grande partie des cas, ce courant migratoire était clandestin, avec la tolérance explicite ou tacite des autorités franquistes, les patrons et propriétaires agricoles disposant ainsi d'une maind'oeuvre soumise et bon marché. Sans papiers, sans protection syndicale, sans sécurité sociale, les immigrés vivaient -et vivent encore- dans des conditions proches de l'esclavage, sans la moindre possibilité de défense. Pour les Marocains, Sénégalais ou Guinéens installés illégalement en Catalogne ou au Pays Basque, ce régime esclavagiste constituait -constitue encore- la première phase d'un projet plus ambitieux et difficile : le passage tant convoité en France. Petit à petit, le trafic clandestin d'Arabes, Portugais et Africains devint une activité florissante et bien rémunérée. Les négriers, après avoir spolié leurs « clients » de leurs maigres économies, les conduisent à travers des sentiers de montagne jusqu'à la frontière des Pyrénées, les abandonnant là-bas à leur sort. Parfois, ils sont arrêtés par la Gendarmerie et immédiatement remis aux mains des autorités espagnoles : d'autres, égarés dans la neige, meurent de froid ou, sauvés au dernier moment, doivent être amputés d'un membre gelé. Jusqu'à la mort de Franco, la presse espagnole passait sous silence ces tragédies. Complice des négriers exploiteurs et guides, elle fer-mait les yeux devant cette nouvelle forme d'esclavage.

La disparition du dictateur et le processus de transition vers la démocratie ont fait de l'Espagne l'un des principaux pô-les d'attraction de l'émigration politique latino-américaine. Dès le début des années 70, plusieurs dizaines de milliers de

ressortissants de la Guinée équatoriale, rescapés du régime de génocide et de terreur im-posé dans l'ex-colonie espagnole par le tyran Marcias Nguema, y avaient cherché refuge. A ceux-ci devait s'ajouter un peu plus tard une masse croissante d'exilés chiliens, uruguayens et argentins, victimes des régimes militaires du Cône Sud. Cette immigration politique, d'un haut niveau technique et pro-fessionnel dans la majorité des cas, a essayé, avec plus ou moins de succès, de faire son chemin dans des domaines et activités dans lesquelles, à cause de la dureté de la crise qui sévit en Espagne, la concurrence est forte et assez répandue la xénophobie. Simultanément, une nouvelle vague d'immi-grants sociaux d'origine colombienne, centre-américaine ou philippine essayait de s'introduire dans le marché du travail au moment même où celui-ci commence à se réduire comme une peau de chagrin. Le chômage, la récession, le retour forcé de presque un million de travailleurs espagnols provenant des pays de la Communauté Economique Européenne feront bientôt un souvenir nostalgique des perspec-tives optimistes d'une Espagne dixième puissance industrielle mondiale : aujourd'hui, le taux espagnol de chômage est le plus élevé de l'Europe, après ceux du Portugal et de la Turquie, ét dans certaines provinces andalouses, il dépasse même 22 %.

Les actuelles conditions générales de pénurie et chômage donnent lieu, dans le cas de l'immigration clandestine, à des situations dramatiques. Laissant de côté les immigrés latino-américains, intellectuels ou professions libérales, on peut diviser celle-là en trois groupes, de par la nature de son travail: les domestiques ou employées du foyer payées à l'heure; les ouvriers, surtout dans les travaux publics et le bâtiment; les travailleurs agricoles. Les premières, originaires presque toutes des Philippines, d'Amérique Centrale et les anciennes colonies portugaises en Afrique, travaillent habituellement au noir, avec l'espoir de réunir les économies qui leur permettront d'émigrer dans les pays de la Communauté Economique Européenne; seules y arrivent quelques-unes.

et d'autres, attirées par l'appât des contrats mirifiques, finissent exploitées dans des « night-clubs », « instituts de massage » et autres lieux de prostitution plus ou moins déguisée. Le nombre d'immigrants travaillant dans le secteur services, travaux publics et bâtiment, semble avoir diminué graduellement à cause du chômage et d'une législation protectionniste qui protège et privilégie les autochtones : il y en a quand même quelques milliers -à Ma-drid, à Barcelone, au Pays Basque, sur la côte de Mala-ga-, presque tous dans une illégalité qui les oblige à quitter le pays tous les trois mois afin de faire apposer sur leur passeport «touristique» le cachet correspondant, Ceux qui travaillent à la campagne, sont concentrés en Catalogne, surtout dans la région du Maresme, où ils s'adonnent à la culture intensive des pommes de terre et des oeillets, exploités sans pitié par les négriers qui profitent de leur manque de carte de séjour et de contrat de travail. Tel qu'il ressort de la documentation réunie et publiée par le Père Eugenio Fosch Centelles, de la Commission Diocésaine pour l'Immigration de Barcelone, les africains -originaires notamment de la Gambie, du Sénégal, du Nigéria, et parfois, du Maroc-vivent « dans un état d'insécurité permanente, avec la crainte d'être surpris à n'importe quel mo-ment par la police et d'être renvoyés dans leurs pays, parce que leur situation, en Espagne, est irrégulière . Pourtant, leur seul « crime » est d'avoir occupé des postes de travail que les Espagnols boudent ».

Les patrons leur allouent 70 pesetas à l'heure -quelque 4 francs français-, les chargent des tâches les plus pénibles et les obligent à faire des journées éprouvantes de quinze et seize heures. Ils n'ont aucune sorte de sécurité sociale et s'ils tombent malades et n'ont pas d'argent, ils doivent faire appel à la bonne volonté de quelque institution de charité. Ces travailleurs africains sont rétifs devant les enquêteurs sociaux par crainte des représailles des patrons : quand l'un d'entre eux se mit en contact avec une centrale syndicale parce qu'il n'était pas payé, son patron, dit-il, « me menaça de mort, il a dit qu'il allait me

tuer ». Les conditions de logement sont très mauvaises : de nombreux africains vivent dans milles ; ainsi donc, ils man-gent du riz bouilli et ne goûtent

des baraques et même dans les cabanes autrefois occupées par Leur paye est maigre et ils doivent faire des économies pour envoyer de l'argent à leurs fa-

presque jamais de la viande. Dans quelques contrées, les autorités locales ont édicté des mesures discriminatoires à leur égard : ainsi, la mairie de Man-reu a envoyé il y a deux ans une circulaire à tous les patrons et propriétaires agricoles leur en joignant de ne plus engager « du personnel immigré étranger, notamment des Nord-Africains » ; dans le même milieu, et suivant des ordres du préfet, cent-soixante travailleurs marocains et algériens furent expulsés faute de carte de tra-

Cette situation de traque légale favorise l'éclosion de poussées de racisme. Ainsi, ur africain se confiait au journaliste Josep Maria Fabregas: 55 % des gens nous regardent avec indifférence, mais il y a beaucoup d'autres, à mon avis 25 % qui nous regardent avec une franche hostilité ». Et pour combler la mesure, la plus grande partie de ces immigrés ne bénéficient d'aucune protection de la part des représentants consulaires des nations d'où ils proviennent. « Il y a eu même un consul dénonce le Père Eugenio Fosch-

qui fit arrêter dans son bureau un sujet du pays qu'il représente parce qu'il n'avait pas d'argent pour payer le ta-xi qui l'avait conduit jusqu'à

La situation des immigrés sociaux latino-américains, philippins, africains et arabes (surtout celle des deux derniers groupes) ne préoccupe pas le moins du monde ni la classe politique, ni les centrales politiques espagnoles.

A part les interventions isolées d'une poignée de représentants locaux de l'Union Général des Travailleurs et des Commissions Ouvrières, de quelques personnalités religieuses journalistes et intellectuels, la démocratie espagnole, accablée par ses propres problèmes, les a totalement ignorés. A la différence de la France et d'autres pays industriels, la sensibilité envers les problèmes du Tiers-Monde est presque inexistante chez nous . la cause des Palestiniens et des Afghans ne mobilise pas l'opinion publique et les écrivains ne s'y intéressent guère.

Tandis que la langue commune encourage une modeste ouverture à la douloureuse réalité du monde hispanoaméricain, l'écart mental existant entre Tanger et Algéciras est malheureusement bien plus grand encore que celui entre Paris et, disons, le Cameroun ou Madagascar.

Traduit de l'espagnol par José Martin





« Il n'y a pas de justice il n'y a que des lois »

Le 5 mars 1981 se tenait le procès en appel de Jean-Marc Niang, Julio Guttierez, et Dominique Guillemot qui comparaissaient à la dixième chambre correctionnelle.]

Rappelons que le 15 Juillet 1980, à 6 heures du matin, la devanture du Polly Maggo sautait. Cet « attentat » était revendiqué par un groupe autonome anti-raciste (le GAAR). Un communiqué suivait au MRAP et à Libé « nous venons de frapper le Polly Magoo, bar pratiquant la ségrégation raciale » ...

Ce n'était pas la premièrej fois que le Polly Magoo ponctuait l'actualité, Libé et le Monde l'avaient déià cité. Quelques jours après « l'attentat », Jean-Marc, Julio et Dominique étaient arrêtés et reconnaissaient leur participation directe ou indirecte. Le premier procès eut lieu le 17 mars 1981 et une lourde peine était pronocée : 3 ans fermes et 2 ans de sursis contre Jean-Marc, et Julio et 2 ans de sursis contre Dominique.

Juste avant le procès, l'attente était lourde et pesante, l'atmosphère flottante de nombreux amis (es) et militants étaient là, spéculant, espérant une amnistie qui tarde. C'est vers 16 heures qu'eut lieu le procès en appel ...

La 10e Chambre est un vaste théâtre avec son décor, ses symboles, ses personnages déguisés ... dans ce théâtre de l'absurde, un fort contingent de gendarmes clairsemaient l'espace. La partie civile s'était fait remarquer par son absence. Dès l'ouverture du procès, après un rappel et un étala-ge des faits, le président Ra-meau interpelle Jean-Marc et le responsabilise, il lui dit : « il y a eu des dégats tellement importants que vous avez été vous-mêmes surpris par leur ampleur ... » Le discours du président dérive ensuite vers la dramatisation et une comparaison surréaliste ou l'amalgame trône ...

Il ira jusqu'à comparer leur acte avec la bombe déposée au BHV et qui fit plusieurs morts et blessés ... D'un revers, il balaiera leurs motivations politiques. Citant un philosophe

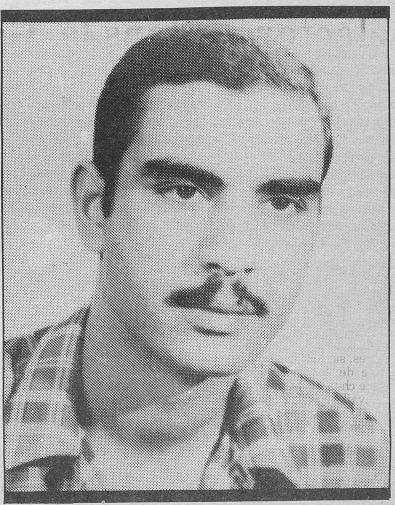
anglais, le président dire « il y a des imprévus qui arrivent ».

Jean-marc fera prévaloir qu'il a pris toutes les précautions pour ne pas attenter contre des vies mais contre des murs gris et ternes comme un quotidien angoissant ... insinuant que la bombinette pouvait tuer le Président plagiera Jacques Dutronc (on omettant de le citer) et dit « Il est cinq heures, Paris s'éveille » (sic). Puis il enchaîna : « malgré les précautions prises par vous, cet-te action a été faite légérement, il y avait quand même des risques et des personnes auraient pu mourir. ». Sur ces motivations, Jean-Marc rappellera son éviction du bar ... « mon acte n'a pas été dicté par une vengeance personnelle mais le Polly Magoo est le symbole d'un racisme quotidien, banalisé, servi à l'ordinaire ». Après avoir rappelé le paroxysme du racisme atteint en 1980, avec l'agression de jeunes immigrés dans les lycées de banlieu, les expéditions de faschos sur Bondy, les morts de la rue Copernic ... il parlera de l'éclosion de sa prise de conscience sur le terrain de sa propre expérience de noir ... « une sonette d'alarme était tirée ... » Pour protester et dénoncer cette détention et cette séquestration qui dure, Julio se repliera dans le silence. Maitre Mignard, « ténor du barreau » et défenseur de Jean-Marc et de Julio, fera une brillante plaidoirie contre le racisme. D'entrée Mignard dira: « leur acte est le résultat d'une situation générale et rentre dans un contexte ... non ! Il n'y a pas de bombes innocentes, mais c'est prouvé qu'ils ont pris des précautions. Oui! Une bombe c'est dangereux, mais il y a mille et une façon de l'utiliser ... Quand on veut tuer avec une bombe, il suffit de la placer au milieu d'une foule, et elle aura une voca-tion meurtrière (Munich, Bologne, Rue Copernic ...). Mignard répertoriera 290 attentats depuis 1977, visant des asso-ciations des personnes, des lieux de culte ... Attentat quasiment perpétrés par l'extrême droite ... LE racisme gangrène et cancer social est encore présent. La bête n'a pas été traquée, mais alimentée. Mignard citera le 17 octobre 1961, où des centaines d'algériens ont été victimes d'une idéologie crasseuse et de mort ... « Il faut accepter et vivre avec les immigrés, ceci est préalable et nécessaire avant tout. La composition française a pronfondément changé. Il y a eu des immigrations importantes et la population française est en train de se transformer. Son sens, c'est celui d'une société multiraciale, pluriethnique. Il faut accepter José, Maria, Alphonso, Djamel. » « Entre le résistant Manouchian: juif-arménien communiste et un Pétain, c'est le premier qui était le plus français». Après ce chassé croisé, entre la défense et l'accusation, l'avocat général Gainsbourger se lève de sa place, austère, et sous l'oeil bien-veillant du Président, il énoncera un court réquisitoire ... Il rendra grâce à la belle diatribe de Maitre Mignard contre le racisme et lancera « nous devons ramener cette affaire à sa simple expression ... Le Polly Magoo a une clientèle à 70 % étrangère ». (comme si on pouvait quantifier le racis-me) « La bombe placée était importante. Il y a eu des dégats importants et ce n'était pas une bombinette ... Quelques soient les mobiles, c'est un acte inac-ceptable. ». L'Avocat général jugera, appréciera, et décrètera ce qui est bien et ce qui est mal pour mieux justifier en dernier ressort une sentence qu'il demandera. Il dira que le premier procès relevait d'une bonne justice, et en demandera la confirmation. La délibération se fera le 12 juin à la treisième chambre correctionnelle de Paris et nous espérons une libaration à la barre ... Libéra-tion qui soulagera Jean-Marc et Julio de l'« univers carcé ral» et qui débarrassera Dominique de toutes les tracasseries ... La justice a quand-même ce caractère injuste et il est regrettable que le visage qu'elle donne soit celui d'une raison chassée, traquée, persécutée et réduite à sombrer dans les poubelles du silence.

Aslak



Pour une liberté confisquée



Ali Cherif

Menant une grève de la faim depuis le 17 mai 1981, Cheriff Ali l'a interrompue vendredi 5 juin. Par cette grève, Ali avait refusé l'arbitraire, en effet, victime d'une certaine administration pénitentiaire, Ali était déplacé du quartier étudiant, espace de la prison, où il y poursuivait ses études depuis des années. Cette grève de la faim était la seconde et succédait à une première grève longue et douloureuse par sa sincérité. A sa première grève qui avait duré 53 jours, les mass-médias n'avaient répliqué que par un silence pesant. Au-delà de sa demande de réintégration, Ali voulait précipiter un procès absent depuis trois ans et demi. Samedi 6 juin, Ali allait très mal, les troubles physiques sont importants : mal à l'estomac, reins, troubles de la vue, crise de nerfs et dépressions. Ali présente un état pitoyable et n'est pas suivi comme il devait l'être; de plus, alors qu'il devait passer un examen s'inscrivant dans un cursus universitaire, il y renonça parce qu'on l'empêcha. Le « cas » d'Ali nous amène à plusieurs remarques : la mesure qui a frappé Ali rentre dans un cadre beaucoup plus global, celui du déclassement de tous les détenus ayant une pro-cédure criminelle. L'administration et l'appareil jugent que : les études ne sont pas réservées aux « criminels », et le discours qu'elle adopte pour mettre en oeuvre ses pratiques, c'est : « les criminels sont susceptibles de générer des exemples parmi les autres détenus et ils peuvent avoir recours à l'évasion vu que le quartier étudiant est à pro-ximité de l'enceinte de la prison ». Bel exemple de « démocra-

tie», ces normalisations importantes au sein de la prison, mettent en difficulté la section d'enseignement des étudiants empêchés (SEEE). Cette même section est une annexe de l'Université Paris VII en milieu pénitentiaire. Dernièrement une réunion de tous les profs s'est tenue pour riposter contre tous les déclassements. Les profs se sont heurtés à un directeur de prison qui passe pour un homme dur et de marbre, casé par l'ancien régime et nommé par Peyreffite après la tentative d'évation de Philippe Morris, ex condamné à mort. Le directeur de Fresnes veut revenir en arrière et récupérer ses billes lancées il y a un mois. Le vent souffle du mauvais côté et l'administrateur se retrouve à contrecourant après cette arrivée du PS. Pour en revenir à Ali, son juge d'instruction a demandé sa réintégration au quartier étudiant, mais les magistrats instructeurs n'ont que peu de pouvoir dans les « affaires » ayant lieu dans la petite « société » que forme la prison ... De plus, le juge d'instruction n'a pas plus de pouvoir pour le mettre en liberté provisoire, vu que c'est la Chambre de Mise en accusation qui détient le dossier de l'instruction et la liberté d'Ali. Rappelons que la Cham-bre de la mise en accusation avait été fortifiée par Peyref-fitte et que celui-ci en a eu libre recours et à sa guise. Nous voulons seulement montrer qu'Ali est le symbole d'un état dans lequel vivent désespéré et pour que nos désirs soient réalité ... Libérez Ali.

F.B.

L.Jospin en campagne électorale dans la Goutte d'Or

Samedi 7 juin, rue de la Gout-te d'Or, il est 10 heures : des militants du Parti Socialiste et des sympathisants attendent l'arrivée de L. Jospin, candidat à la députation dans la circonscription Chapelle-Goutte d'Or. Ce petit groupe ne suscite aucune curiosité des nombreux immigrés ou des français présents ou de passage dans cette

Tout à coup, sans que personne n'ait lancé d'appel, la présence du candidat socialiste devient une attraction. Un attroupement se crée. Certaines personnes ont tout de suite reconnu le chef de file du P.S. d'autres, surtout des immigrés, la tête de Jospin leur évoque quelque chose de familier mais ... (le travail de la T.V. par excellence!) finissent par demander « chkoun hada? » (qui est-ce?).

L'entrée en contact ne tarde pas. Juste le temps des saluts et voilà qu'un couple africain s'approche. Le mari rappelle sa femme à l'ordre « laisse tomber, ce sont des communistes! » un immigré rectifie.

L'Africain, comme rassuré, s'avance en souriant et tend la main au candidat. Il va droit au but et entonne les premières doléances : la présence des CRS et leurs attitudes humiliantes. Jospin se contente d'écouter ... « les CRS sont-ils les chefs de la France ? » demande

C'est parti. Une dame française pose le problème de la

scolarité, une autre, celui du bureau des PTT, une troisième celui des maisons d'associations, une quatrième, pétition en main (chargée de signatures) celui de l'habitat et les affres d'habiter des immeubles complètement délaissés ... Le candidat en visitera certains. Celui par exemple du 40 rue de la Goutte d'Or. Surpris par l'allure des lieux (c'est pas la peine de les décrire!), le candidat socialiste s'adresse à son suppléant D. Vaillant pour lui demander s'il a fait quelque chose. «Il y a quinze jours, je suis intervenu de nouveau auprès de M. Chirac » répond

Après la visite d'un autre immeuble et les explications des occupants, L. Jospin a tenu à situer avec clarté les responsabilités de la ville de Paris, à préciser les limites de son action et à rappeler les engagements de son parti sur ce sujet : « on ne peut qu'interve-nir auprès du Maire de Paris pour l'obliger à agir. La politique de logements sociaux a été toujours notre position ». Le député sortant parle de socié-tés d'HLM », fait remarquer un habitant. « Oui, mais pas n'importe lesquelles », précise D. Vaillant.

Dans la rue, les commentaires fusent au passage du petit cortège. Les immigrés sont confiants et rassurés. Certains comme s'ils parlaient d'un tiercé, affirment : « c'est un bon (tuyau) celui-là! »

Que de problèmes à résoudre dans ce quartier des « laissés pour compte » Comment ex-tirper la misère et permettre plus de justice ? Aux doléances des interlocuteurs cités, s'ajoutent celles, nombreuses, des vieux, des jeunes, des immigrés avec leurs problèmes spécifiques : renouvellement de papiers, regroupement familial, menaces d'expulsions, etc. L'antenne du secours catholique du quartier en a une idée.

Le député sortant, J.P.P. Bloch, l'ancien candidat du président Giscard (un slogan qui a payé en 1978, mais qui vient d'être enterré) qui utilise des moyens publicitaires impressionnants (d'où vient l'argent ?) avait fait des promesses en 1978 mirobolantes. Son rival socialiste vient de voir les résultats !!! Peut-être est-ce pour cela que L. Jospin préfère rester discret et prudent, se contentant de rappeler les engagements de son parti et la nécessité d'offrir une majorité parlementaire au nouveau président de la République pour réaliser le vrai changement.

Certains l'appellent déjà M. le Député, mais lui ne manque jamais de leur faire remarquer qu'ils s'avancent un peu trop vite. Pourtant, les 56 % de suffrages obtenus par F. Mitterrand le 10 mai dernier dans cette circonscription sont un capital de confiance non négligeable.

Mustapha Saad

Le MRAP 18e:

Sanctionner J.P. Bloch

Dans une lettre qu'il a adressée à ses lecteurs et à la population de la Chapelle-Goutte d'Or, le comité local du M.R.A.P. - 18ème a appelé tous les électeurs du quartier suscité à sanctionner le candidat sortant, J.-P. Pierre-Bloch sans pour autant prendre position en faveur des autres candidats.

Le texte souligne que M. Pierre-Bloch a été « l'un des promoteurs de la politique anti-immigrés du gouvernement » et « a mené sur le quartier une véritable politique raciste » tout en prétextant de ses positions sur l'anti-sémitisme pour se donner un label d'entre-ra-

Après avoir évoqué quelquesuns des méfaits de J. P. Pierre-Bloch dont le quadrillage du quartier de la Goutte d'Or par les C.R.S. sous le prétexte fallacieux de sécurité, le procès intenté à notre journal dans le but avoué de le faire disparaitre, les articles mensongers publiés dans « Demain, notre 18ème », tendant à jeter les responsabilités de la spéculation immobilière sur les étrangers ainsi que le mépris affiché à l'égard de toute association qui n'est pas sous sa tutelle, la let-tre du M.R.A.P. conclut par un appel à sanctionner Pierre-Bloch, ce qui « n'est même plus un choix politique, mais une décision morale ».

Les réponses des candidats en brochure

Dans le cadre de la campagne électorale, le Collec-tif Tiers-Monde—Immigrés du 12ème arrondissement a élaboré un questionnaire destiné aux candidats pour les amener à préciser leurs position sur les problèmes du Tiers-Monde et des immigrés.

Les réponses reçues ont été réunies dans une brochure que le Collectif diffuse au prix de 3 francs. S'adresser au :

Collectif Tiers-Monde-**Immigrés** Relais 59 59 avenue Daumesnil

75012 Paris Tél.: 343.20.82.

(Collectif Frères des Hommes, C.C.F.D., 1% Tiers-Monde, Solidarité Français-Migrants, R.E.T.I.F., Accueil et Pro-motion, U.C.O.D.E.P.,

POLEMIQUE

A propos de l'affaire Bassens/Actuel

Il y a eu l'ouvrier innocent des ouvriéristes ; il y a la femme innocente de certaines féministes il y a désormais l'immigré innocent des « immigristes » ...

J'entends par ce mot-là qu'on peut fabriquer sur le modèle des autres, *immigristes*, tous les blancs petits et grands, les Occidentaux, et certains tiermondistes colorés ou non, pour qui il suffit d'être opprimé pour être

On retrouve ainsi la polémique qui a agité le 18° siècle en Europe, autour de la figure du « bon sauvage ». Et c'est ce mythe qui a servi plus tard à modeler de « bons colonisés », les bons nègres et les bons Arabes qui ont permis que se propage l'idéologie coloniale.

Je croyais cette polémique périmée, puisque depuis quelques années, ce qui fonctionne lorsqu'il est question de races, de cultures, de religions d'ailleurs, c'est un nouveau mot magique et efficace : différence.

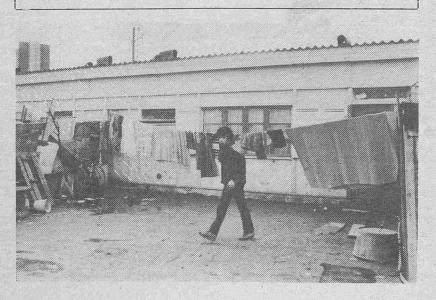
Or à travers l'échange agressif et partisan entre les jeunes de la Cité Bassens (enfants d'immigrés qu'on appelle « arabo-français » sans savoir comment ils se nomment eux-mêmes, et Yannick Blanc, journaliste français au mensuel Actuel, tous les vieux poncifs refont surface. Les jeunes immigrés sont méfiants dès qu'un autre, un « blanc» les regarde; ils n'ont peut-être pas tort de ne pas faire confiance à des journalistes d'une certaine presse, mais si dès qu'un français s'approche, leur parle, et parle d'eux, il se retrouve contraint d'écrire un texte sirupeux, complaisant et démagogique, c'est une position dogmatique et intenable qu'on impose alors à tout journalis-te, sociologue ou intellectuel soucieux de la liberté d'expression, de regard, de sensibilité ans une pratique rigoureuse qui devrait être sienne.

S'il s'agit simplement de tenir un discours lénifiant et plaintif sur l'immigration, alors le journal Sans Frontière n'a plus sa raison d'être puisqu'il entre dans son projet de donner à voir et à lire une réalité jusqu'ici tenue secrète ou du moins voilée. Parce qu'on a peur de donner de l'immigration « une mauvaise image », il faudrait taire certains aspects du quotidien immigré, celui qui justement apparait dans le journal à travers la « mémoire immigrée » et certains articles sur Belville, Barbès ... Alimenter de nouveaux mythes en cherchant toujours à présenter « une bonne image » et à tout prix, paraît contraire aux intentions de ce journal de l'immigration. L'originalité de SF, c'est aussi de faire émerger ces différences, ces cultures marginales, de les faire apparaître telles qu'elles sont. Avec leurs violences, leurs singularités, leurs bizarreries ... et non pas enrobées de miel et de discours gluants, ennuyeux, bien-pensants, parce que ce risquelà est toujours présent lorsqu'on est « immigriste » en ce

Qu'on se rappelle la propagation de mythes qui cher-chaient à déguiser la vérité pour « ne pas désespérer Billancourt », et les erreurs historiques catastrophiques que cela a pu entraîner. Allons-nous répéter pour l'immigration ces aberrations et perpétuer sur les mêmes modèles des mythes qui nous rassurent ? Une lutte efficace ne s'accomode pas de ces faux semblants.

Leïla Sebbar

PS: Je tenais, par ailleurs, à informer Yannick Blanc de mon état particulier d'« Arabo-Française », comme il





PORTUGA

A Lisbonne s'est tenu la se-

maine dernière le premier Con-

grès des Communautés Portu-

gaises, qui regroupe plus de

trois cents membres nommés et élus, venus de plus de vingt

pays où il y a une communau-

té importante d'immigrés portugais. Cette rencontre faite au

nom des quatre millions de Por-

tugais dispersés en Europe, en

Afrique, en Amérique, en Asie

et en Océanie avait commencé par susciter quelque enthousiasme avant de retomber dans

Pendant les derniers mois de préparation du Congrès et de

création de ce que devait fonc-

tionner en tant que structures institutionnelles de l'immigra-

tion auprès des institutions

portugaises, de gros problèmes sont apparus. Le gouvernement en place a déployé tous ses efforts pour garder la direc-

tion de l'affaire et empêcher les immigrés d'agir en adultes

conscients, de s'organiser avec

autonomie et démocratique-

LE CONGRES S'OUVRE

DANS LA CONTESTATION

Sans surprise, dès l'ouvertu-

re, les responsables de l'or-

ganisation qui ont opéré en cachette ont dû subir une violente contestation. Le Congrès se dé-

roule avec une direction impo-

sée aux délégués, ce qui a ac-

centué le mécontentement des délégués soucieux du respect des pratiques démocratiques.

Des individualités nommées par

le gouvernement, comme le

président et le secrétaire géné-

ral du Conseil, R. Fernandez et

Cabecinha, ont dû abandonner

la salle avant que la séance ne

soit close face aux violentes

protestations contre leurs atti-

tudes dirigistes et autoritaires.

Le président de la République,

Ramalho Eanes, dont la pré-

sence a été vivement exigée par

la majorité des délégués et qui

est à l'origine de la convocation

du Congrès, aurait décidé de ne

pas comparaître pour marquer

D'autres délégués élus dans

les associations ont décidé de

boycotter le Congrès, estimant

qu'ils n'avaient pas de garan-

ties suffisantes pour défendre d'égal à égal les intérêts des ou-

vriers immigrés qu'ils repré-

sa discordance (1).

le désespoir.

Véritable débat ou manipulation?

D'OÙ VIENT L'IDÉE DU CONGRÈS

Ce premier rassemblement de délégations d'immigrés, au départ, s'insérait dans le processus de démocratisation de la vie sociale portugaise introduit avec la Révolution d'Avril 1974 Face aux revendications de l'émigration, les militaires d'Avril (Conseil de la Révolution et le Président de la République) s'étaient engagés à motiver l'action du gouvernement et du parlement dans ce sens. Tous les ans, un rassemblement spontané de travailleurs établis à l'étranger au moment où ils se trouvaient au pays lors des vacances d'été, est organisé par Eanes.

L'arrivée au pouvoir en décembre 1979 de la coalition de droite, l'Alliance Démocratique—A.D.—, a introduit une nouvelle source de contradictions. Les immigrés jusqu'alors pratiquement éloignés de la vie politique du pays voient aujourd'hui cette tentative d'insertion dans les institutions traversées par la lutte des partis, chacun tirant de son côté.

Le décret-loi que l'A.D. a fait approuver pour instituer le Conseil des Communautés (2) permet sa manipulation par des responsables nommés par le

gouvernement : le président, le secrétaire général, les consuls et d'autres membres du pouvoir en place. C'est une pièce statuaire honteuse, qui a été dénoncée et corrigée, mais, dans la pratique, acceptée en certains points (élections des délégués) dans l'espoir de permettre aux immigrés l'utilisation d'une tribune.

Après l'élection des délégués faits à la hâte, du 6 au 10 avril, s'est tenu à Lisbonne le Conseil des Communautés, qui est constitué par l'ensemble des Commission de délégués de chaque pays. Plusieurs commissions réunies par thème ont pu travailler. Mais, en plenum, les normes qui l'institutionnalisent (le manque d'autonomie, la représentativité, le système d'élection des délégués, la direction, etc.) ont été à plusieurs reprises mis en cause, obligeant le secrétaire d'Etat à l'émigration à promettre sa profonde révision. Malgré cela, les travaux du Conseil ont été considérés plus sérieux que ceux du Congrès dont l'objectif officiel était de faire approuver une série de décrets déjà préparés par les organismes d'Etat.

UN CONGRES MANIPULE

Déjà les 2 et 3 mai, à Paris, au cours de la réunion préparatoire du Congrès pour les immigrés d'Europe a été approuvé (56 votes contre 8 et 20 abstentions) une motion qui « considérait que la préparation de



Les délégués au Conseil des communautés ont lutté pour sa démocratisation.

la rencontre avait été conduite sans garantie de respect de la démocratie » et n'acceptait pas que la réunion puisse tirer des conclusions. Le Congrès démarrait mal.

Le quasi total abandon dans lequel se trouvent les populations immigrés vis-à-vis du gou-vernement du pays — ainsi que dans le pays d'accueil — et le manque presque absolu de structures sociales où elles soient représentées et actives a donné lieu à un sentiment de besoin à combler largement ressenti. En insistant dans la réalisation du Congrès dans de telles conditions imposées (manœuvres électorales, selon certains) le gouvernement A.D., tout en retirant avantage de ce vide, compte aussi avec le soutien de membres nommés et d'autres résidents dans certains pays où la composition sociale et les sympathies politiques leur sont favorables. Le deuxième jour des travaux,

donnant raison aux propos du secrétaire Cabecinha (P.S.D.), les délégués venus de l'Afrique du Sud ont abandonné la salle lorsque leur camarade représentant les Portugais de l'Angola a condamné les raids en territoire angolais effectués par Prétoria, lesquels ont provoqué la mort de plusieurs compatriotes! Dans la même lignée, un délégué venu du Brésil a réussi à faire voter une motion (134 voix contre 94) demandant à « retirer des interventions toute critique aux gouvernements des pays d'accueil »!

Si les délégués s'autopunissent de cette façon, s'ils s'interdisent d'avance de dénoncer, dans sa propre assemblée, celui qui serre la corde qui est en train de leur couper le cou, alors il devient évident en faveur de qui tourne cette opération. C'est la question que doivent se poser en ce moment les délégués qui ont voulu jouer le jeu en acceptant un réglement corporatiste et une préparation manipulée.

La semaine prochaine, nous décrirons le déroulement de ce premier Congrès qui a dû contenir des aspects aussi positifs soit pour l'expérience de la lutte pour la reconnaissance des droits des immigrés portugais, soit dans des aspects plus larges du phénomène migratoire de notre temps, sous l'empire des multinationales, du développement inégal et de la crise du système économique capitaliste

D. Lacerda

(1) Le député du Parti socialiste pour l'immigration Joao Lima a fini par abandonner la C.O.C., commission d'organisation et, au sein de l'A.D., P.S.D. et C.D.S. se bagarrent.

(2) Décret-loi n°373/80 approuvé en Conseil de ministre en avril 1980 et publié dans le Journal Officiel à peine le 12 septembre.

F.A.S.T.I.

Les axes de travail

Le huitième congrès de la F.A.S.T.I. s'est tenu à Bordeaux, les 6-7-8 juin 1981. Quelques explications sur ce mouvement: il est composé de 175 A.S.T.I. dont 88 sont réellement actives. Une quarantaine était présente, 150 personnes, un tiers d'immigrés. La F.A.S.T.I. se définit comme un mouvement de solidarité entre les travailleurs français et immigrés. L'équipe de direction est composé de deux équipes, l'une française, l'autre immigrée, élues à tous les congrès. Plusieurs débats ont eu lieu, droit politique, emploi et séjour, la formation.

La nouvelle situation politique française et ses répercussions sur l'immigration ont été abordés. La déclaration de Deferre sur la suspension des expulsions, sauf pour motif d'or-

dre public et non l'arrêt définitif des expulsions a été relevé par de nombreux militants. La F.A.S.T.I. s'est déterminée pour une autonomie politique vis-à-vis du gouvernement après un débat partagé, le congrès s'est prononcé contre les fermetures des frontières et pour la libre circulation des travailleurs, tout en dénonçant l'impérialisme et le pillage du Tiers-Monde qui est à l'origine de l'immigration.

Un autre débat important a eu lieu vu les amicales policières et gouvernementales. Le congrès a opté pour la dénonciation de ces amicales et pour lutter contre la répression de ces types d'associations.

Les axes qui ont été votés :

— Suppression de toute loi répressive et administrative.

- Délivrance d'une carte d'identité dans les mêmes conditions que celles des Français.
- Régularisation des « sanspapiers ».
- Droits de vote et d'éligibilité pour les travailleurs immigrés (débat confus, position non partagé sur les municipales, les présidentielles, et les législatives).
- Abrogation de la loi de 1939.
- Poursuites judiciaires contre les attentats racistes.
- Droit à la double nationalité pour tous les jeunes qui le désirent.
- Droit à la formation.
- Egalité entre étudiants français et immigrés.



sentent.

L'Office HLM ne veut pas d'Antillais

Le soir du 10 mai, à la Bastille, nous étions des centaines d'immigrés à partager la joie du peuple de France, à fêter l'espoir retrouvé, et à applaudir aussi les retrouvailles de la gauche. Nous avons applaudi ce soir-là, entre autres personnalités, Pierre Juquin, dirigeant du P.C.F., avec, pour certains, le fragile espoir que le rassemblement de la Bastille ferait disparaître à jamais les errements de Vitry, d'Ivry et de Montigny
— la lettre que nous reproduisont plus bas, signée le 14 mai 1981, montre qu'il n'en est rien.

Mlle L., employée de la Sécurité Sociale, demande, par l'in-

termédiaire du Comité Paritaire du Logement de son entre-

Cette lettre est la première atteinte à l'espoir du 10 mai, et le premier avertissement aux immigrés depuis la victoire de M. Mitterrand. Tout reste à faire pour reconquérir la fraternité et l'égalité réelle der droits.

Elle est aussi un signe précurseur d'un des dossiers les plus brûlants qui attendent le nouveau gouvernement, et sur lequel nous sommes appelés, immigrés et anti-racistes, à réfléchir, débattre et nous mobiliser: le logement.

prise, l'attribution d'un appartement. Le Comité du Logement lui propose un F.2 à Nanterre que l'office public d'H.L.M. lui refuse pour la sim-

Sans tambour ni trompette

Mi-juin, suite à la liquidation de l'I.F.A. (Institut de Formation des Adultes, 7 rue Godot de Mauroy, Paris 9ème), 110 salariés sont non payés depuis fin février, plus d'un millier de travailleurs immigrés seront privés de leur formation en cours de cycle et se retrouveront à la rue.

Quantité négligeable, comme toujours, les stagiaires n'ont pas été informés officiellement et aucune mesure n'a été prise quant à la continuité de leur formation. Mépris des immigrés qui n'est pas nouveau puisque depuis plusieurs an-

ple raison que Mlle L. est... Antillaise!

Il ne s'agit pas d'un « cas isolé » comme le témoigne la lettre du maire adjoint de Nanterre mais bel et bien de la poursuite d'une politique, même si les bulldozers se font plus discrets ces temps-ci.

La section C.F.D.T. de la Sécurité Sociale est allée porter une pétition signée par plus de 450 employés (sur un effectif de 500) condamnant cette attitude raciste. Peine perdue, semble-til, puisque le maire adjoint de Nanterre, qui est en même

temps directeur de l'office des H.L.M. s'est contenté de développer les arguments hélas classiques du P.C., déplorant la forte concentration d'immigrés et de « noirs » dans sa commune. Même son de cloche auprès du dé'puté P.C. Jacqueline Fraysse...

Il était pourtant permis de penser que le P.C., vu son fai-ble score électoral aux prési-dentielles, allait changer d'attitude. En effet, depuis la victoire de la gauche, il est permis d'attendre une autre politique en matière de construction de logements sociaux. Pas de changement pour le P.C. qui continue à se retourner contre les travailleurs immigrés et antillais en leur interdisant désormais l'accès à ses communes.

> Section C.F.D.T. Sécurité Sociale Hauts-de-Seine

nées le gouvernement giscardien avait décidé de réduire leurs possibilités de formation : le démantèlement de l'A.E.E. (Amicale pour l'Enseignement aux Etrangers) après les législatives de 1978, et par la réduction chaque année de 10 à 25% des subventions accordées par le F.A.S. (Fonds d'Aide Sociale, prélevé sur les allocations des travailleurs immigrés dont les enfants sont restés au pays) aux associations assurant des cours d'alphabéti-

QU'EST-CE QUE L'I.F.A.?

Suite à la dissolution de l'A.E.E., différentes associations ont été créées dans la région parisienne dont l'I.F.A. (Institut de Formation des Adultes) cautionnée par les pouvoirs publics avec à sa tête un haut fonctionnaire de la préfecture de Paris assisté d'un ex-dirigeant de l'A.E.E.

L'I.F.A. assure des cours aux chômeurs en prison, aux femmes en hôpitaux et des cours du soir. La liquidation de l'I.F.A. et le licenciement de ses salariés est le résultat d'une gestion incohérente et au jour. le jour (à laquelle l'ex-gouvernement n'était pas étranger) et de la mise en place d'un programme hâtif et ambitieux de restructuration de l'alphabétisation vers la pré-formation sans tenir compte de réalités financières et du potentiel de l'I.F.A.

UN GRAND GASPILLAGE

Pour ce faire, la direction essaie de rendre opérationnelle une usine désaffectée à Montreuil. Entre le printemps 1980 et fin février 1981, d'importants travaux sont engagés sans aucune concertation avec les partenaires du secteur sans l'accord de la mairie, et sans étude des besoins véritables (quatre centres de pré-formation existent déjà à Montreuil alors que rien n'a été créé dans la banlieue sud-ouest).

Le gaspillage des chiffres se monte à un passif de près de 5 millions de francs, auquel il faut ajouter les frais d'amenagement et d'équipement de Montreuil (F.A.S. + F.S.E.: 3 777 295 francs), un salaire de direction de pré-formation de-puis juillet pour trois sections, deux salaires de coordinateurs pour trois sections. Un salaire de directeur suspendu de ses fonctions depuis juillet 1980 payé à rester chez lui 9000 francs.

25 formateurs formés pour la pré-formation; prise en charge par la F.A.S. (salaire + formation + voyage à Marseille + hébergement). Les organis-mes de tutelles (F.A.S. + D.P.M.) ont ainsi laissé dilapider l'argent normalement consacré à la formation des immi-

Que deviendront les 110 salariés? Que deviendra le potentiel de formation?

Certes des négociations sont en cours pour la reprise des activités mais elles se déroulent dans le « brouillard » sans aucune certitude de prise de position pour l'instant. Pour nous travailleurs de l'I.F.A., une seule solution doit être prise en compte : le redémarrage d'une nouvelle association avec le potentiel existant.

La demande pour une formation linguistique est très forte, et les centres sont débordés. Rien qu'à Issy les Moulineaux (centre de formation I.F.A.) pour le premier trimestre 1981, on dénombre 433 immigrés au chômage, 300 licenciements de travailleurs immigés pour-raient avoir lieu d'ici la fin de l'année, et enfin 70 à 80 demandes de formation en entreprise aux Blanchisseries de Grenelle, ainsi qu'à S.E.V. qui emploie 700 travailleurs immi-

QUELLE ISSUE?

Tous ces chiffres démontrent la nécessité de l'implantation d'un centre région sud. De plus, le maire d'Issy les Moulineaux souhaite vivement le maintien du centre-chômeurs et propose d'étudier les solutions pour la création d'un vaste centre de formation sur la ville. Pour ce qui est des subventions, elles existent: le volume d'heures accordé à l'I.F.A. jusqu'à présent. Les salariés de l'I.F.A. sont compétents, formés et aiment leur travail. Ils n'ont pas à faire les frais d'une politique et d'une mauvaise gestion. La situation de l'I.F.A. est révélatrice de la situation générale du secteur et nécessite un réglement global du problème.

* d'une option politique nouvelle en matière de formation des travailleurs immigrés.

* d'un système de financement plus satisfaisant car même sans erreur de gesion, les associations sont sans cesse confrontées à des problèmes de trésorerie dramatique dues aux délais de versements actuels (six mois à un an).

* d'un contrôle réel par les salariés, les syndicats et leurs re-présentants des immigrés de l'utilisation des fons du F.A.S.

* d'une concertation entre toutes les parties concernées afin de poser les problèmes de la formation linguistique et de la pré-formation en d'autres termes que ceux dans lesquels on se les pose depuis plusieurs années, trouver des solutions durables pour éviter les séries du genre dissolution de l'A.E.E. puis faillite de l'I.F.A.

Des salariés de l'I.F.A.



Jacaba A 00000 4 Monsieur le Directeur du C.P.L.O.S. 96, rue Hamelot 75011 L'AR15 NANTERRE, LE 14 MAI 1981

Monsieur le Directeur,

J'ai le regret de vous informer que je ne peux retenir la candidature de Madame LARAIRIE Léa, pour l'attribution d'un logement N° 325, 160, rue de Courbevoie à NANTERRE.

Toutefois, afin d'éviter teute interprétation erronnée, il m'apparaît souhaitable de rappeler les positions prises par le Conseil Municipal de Nanterre, au sujet du relogement des travailleurs immigrés et originaires des DOM TOM, compte tenu de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui à NANTERRE.

Je dois rappeler à cet égard, que près de 23 000 immigrés sont domi-ciliés à NANTERRE, dont une majorité réside dans les logements so-ciaux de la Commune.

Peu à peu, pour ces raisons, de véritables ghettos ont succédé aux bidonvilles, et aux cités de transit, dont 4 subsistent encore sur le territoire Communal par la volonté du pouvoir, et ont pris place cans plusieurs quartiers et cités HLM de la Ville.

Autant dire que l'effort pour la construction et le mise à disposition de logements au bénéfice des immigrés est très inégalement partagé, selon les Villes. Il en est de même en ce qui concerne l'ensemble des charges sociales qui incombent à la Commune du fait de

C'est pourquoi, nous vous demandons, dans l'intérêt des travailleurs immigrés et français, d'agir pour que l'attribution de loyements décents aux immigrés et originaires des DUM ET DUM se fasse <u>dans toutes</u> les Villes du <u>Département</u> et en premier lieu dans celles où ce droit leur a été jusqu'à présent refusé.

Telles sont les positions que je soutiens au sein du Conseil d'Admi-nistration de l'Office d'H.L.M. et les motivations qui m'obligent à refuser la cundidature que vous me proposez. En outre, je me permets de porter à votre connaissance que, sur Nanterre, de nombreux employés de la Sécurité Sociale, essuient vai-nement d'obtenir soit une attribution de logement, soit une mutution d'appartement.

nement d'obtenir soit une attribution de logement, soit une mutation d'appartement. Il leur est répondu "il n'y a rien sur Nanterre", régulièrement des logements CPLOS sont libérés et donc à réattribuer.

LE PRESIDENT DE L'OFFICE





De sérieux débats en perspective

Un mois après la victoire du 10 mai, l'élaboration de la nouvelle politique de l'immigration est au centre de la réflexion et des préoccupations des uns et des autres.

Cette semaine, SF verse à ce dossier plusieurs éléments : d'une part la réponse du Président de la République aux quatre personnalités qui, à la suite de la grève de Lyon avaient interpellé le Président élu ; d'autre part, les lettres des membres du Comité de Coordination, du Collectif SOS Refoulements, le compte-rendu du Congrès de la FASTI et d'une réunion de travailleurs algériens.

La réponse du Président de la République confirme, s'il en était encore besoin, la générosité des intentions gouvernementales, mais laisse prévoir de sérieux débats politiques.

Va-t-on vers la suppression purement et simplement de la procédure d'expulsion ou va-t-on procéder, comme le laisse prévoir cette lettre, à une sorte d'aménagement démocratique? Un débat à suivre.



S.O.S. Refoulements écrit à Mme Questiaux

Le collectif SOS Refoulements qui regroupe 30 organisations, syndicats et associations françaises et immigrées vient d'adresser à Mme Nico-œ le Questiaux, Ministre D'Etat, chargée de la Solidarité Nationale une lettre accompanant le dernier bilan des permanences réalisées durant le premier trimestre 1981.

Le collectif SOS Refoulements, après avoir salué la décision du gouvernement de sus-pendre provisoirement les expulsions, révèle qu'à sa connaissance, des expulsions ont pourtant eu lieu et demande la communication des consignes données aux Préfets, une des « difficultés étant qu'auparavant, l'administration refusait de ... communiquer l'ensemble des textes relatifs aux expulsions ».

Le collectif souhaite qu'ilœ soit mis fin à cette pratique et rappelle quelques problèmes d'urgence tels les refus de séjour opposés à des familles présentes sur le territoire français et qui ont demandé la régularisation de leur situation. (Ainsi récemment 40 familles dans les Yvelines). Il demande « d'introduire dans le projet de loi d'amnistie une disposition concernant les délits faisant suite à un dé-faut de carte de séjour et tra-vail, et à la falsification de la carte de séjour et de travail » et espère qu'une entrevue lui soit accordée le plus rapidement possible.

fants scolarisés en France

- 7 clandestins sans travail 1 étudiant

Parmi les clandestins qui se présentent à la permanence, les deux tiers ont un emploi.

Nous remarquons d'une part, qu'en dépit de ses déclarations, le gouvernement ne cherche pas à réprimer les employeurs clandestins et, d'autre part,

qu'il parait exister un créneau d'emplois pour ces travailleurs clandestins ».

Les 2 motifs des consultations qui reviennent le plus sont les refus de séjour ou la demande de séjour avec une pro-gression importante des problèmes liés au regroupement familial et les rédacteurs dubilan montrent que les appli-cations de la loi Bonnet et de la circulaire Stoléru commencent à apparaître. Ainsi, des travailleurs se sont vus opposer un refus de renouvellement des cartes de travail motivé par la situation de l'emploi actuelle et à venir, alors que d'autres immigrés inscrits en agences d'intérim et n'ayant pas eu au cours de l'année écoulée quatre missions successives de trois mois, ont essuyé à leur tour un refus similaire.

La deuxième partie du bilan porte témoignages à l'appui, sur la multiplication des problèmes de regroupement familial.

Cette progression s'explique par les directives orales très strictes données au Ministère de l'Intérieur lors d'une réunion des Préfets de région le 17 février 1980 et confirmées par une lettre en date du 20 envoyée par M. Lucien Lanier, préfet de la région de l'Ile de France à ses collègues.

Cette lettre ordonnait aux Préfets de refuser toute régularisation au cas où la demande aurait été faite trois mois après l'entrée de la famille et précisait entre autres directives, que la notion de « logement adappté doit se comprenare au sens

large du terme et couvrir les aspects sociaux et démographiques locale ».

Pour appliquer cette circulaire, la direction de l'ONI ajoutait un complément à l'en-quête logement, sous forme de questionnaire. On demandait pratiquement aux enquêteurs de dire les quotas des diverses nationalités. Depuis le gouvernement a changé et les intentions proclamées sont autres mais on peut se demander ce qu'il est advenu de ces directives et de ce questionnaire.

K.B.

Le bilan de SOS Refoulements

Ce bilan, qui porte sur le premier trimestre 1981, comporte dans une première partie, des chiffres révélateurs.

Ainsi, 68 personnes (dont 40 % des femmes) sont passées dans les permanences, l'écrasante ma-jorité étant en France depuis 1974, année où, faut-il le rappeler, l'immigration a été officiellement suspendue. Bien qu'il soit en baisse par rapport au dernier trimestre 1980, le nombre des maghrébins est toujours le plus fort (51 % des consultants des permanences)

et les jeunes sont les plus nom-breux, 57 % ont entre 20 et 30

Plus loin le bilan montre que: « Presque la moitié des perso-

nnes venues à la permanence au cours du premier trimestre 1981 n'ont pas de papiers (45 % du total). Sur les 31 sans papiers, on a relevé:

- 14 personnes qui travaillent. Malgré leur statut de salariés, elles n'ont aucun droit au sé-

- 9 femmes, conjointes de salariés et souvent, mères d'en-

MITTERRAND:

procédure d'expulsion doit être revue »

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS, le 3 Juin 1981

Madame, Messieurs,

Par votre lettre du 18 Mai 1981, vous avez attiré mon attention sur les problèmes posés par l'expulsion des jeunes étrangers et par l'expulsion des étrangers époux, père ou mère de français et de françaises.

Vous savez que dès le 16 Avril, j'ai manifesté ma solidarité avec les grévistes de la faim de Lyon, et je me suis engagé à demander au Gouvernement de mettre fin aux expulsions des jeunes étrangers nés en France ou qui y ont passé une partie de leur jeunesse.

Cet engagement a été tenu. Des instructions précises ont été données par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Désormais les étrangers nés en France ou entrés avant l'âge de dix ans ne feront plus l'objet de procédures d'expulsion ; les procédures déjà engagées semont arrêtées ; les arrêtés déjà pris et non exécutés seront

Mais c'est l'ensemble de la procédure d'expulsion qui doit être revu. Dans l'immédiat, les expulsions seront limitées aux cas justifiés par une nécessité impérieuse. Le Gouvernement préparera un projet de loi réformant la procédure d'expulsion pour donner, dans tous les cas, aux étrangers les garanties indispensables. Il portera à cette occasion une attention particulière à la situation des étrangers, époux, père , ou mère de françaises ou de français dont vous sou-lignez à juste titre que l'expulsion pose un problème grave.

Le respect des droits des étrangers, la reconnaissance de leur place dans la société française doivent être assurés.

Le Gouvernement poursuivra l'action qu'il a entreprise

Je vous prie de croire, Madame, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments distingués



François MITTERRAND

Réponse de François Mitterrand adressée à Mme Germaine Tillon et Mrs Stanislas Mangin, André Postel-Vinay, Etienne Burin des Roziers et Pierre Racine.





Lettre des « Sonacotra » au Président de la République

C'est au nom des déléaués membres du Comité de Coordination, aujourd'hui expulsés des foyers pour leur grande majorité, que nous vous adressons cette lettre.

Comme vous le savez, pendant cinq ans, plusieurs dizaines de milliers de résidents de près de 120 foyers de toute la France, regroupés autour de leur Comité de Coordination ont mené une longue lutte contre les sociétés gestionnaires et la politique giscardienne de l'immigration pour la satisfaction des revendications suivantes :

- la reconnaissance du statut de locataire dans les foyers,
- la suppression de la fonction de gérant et des réglements intérieurs oppressifs,
- le respect des normes légales de sécurité, de logement et d'hygiène,
- la reconnaissance des comités de résidents et du Comité de Coordination librement et démocratiquement élus par les résidents,
- des tarifs de loyers justes et conformes aux ressources des résidents,
- l'annulation de toutes les mesures de répression prises contre les résidents grévistes (expulsions, saisies sur salaires, expulsions du territoire, etc...).

La réponse du gouvernement giscardien à ces légitimes revendications n'a été que refus et répression. C'est ainsi que des milliers de résidents sont aujourd'hui expulsés de leurs foyers et menacés de non-renouvellement de leurs titres de séjour et de travail. Des centaines de salaires sont saisis devant les tribunaux et des délégués expulsés du territoire ou en sursis d'expulsion.

Dans les foyers, le projet de loi D'Ornano (n°1304, portant création du contrat de résidence) encore sur les bureaux de l'Assemblée Nationale, mais déjà appliqué sur le terrain, tend à imposer aux résidents des foyers un statut ségrégatif de résident et à donner des pouvoirs accrus aux gérants et aux sociétés gestionnaires.

Aucune représentation réelle n'est prévue pour les locataires et les sociétés gestionnaires, avec la bénédiction du pouvoir sortant, ont renoué avec les pratiques d'intimidation et de brimades quotidiennes qui ont toujours eu cours dans les foyers avant la grève.

Et, encore aujourd'hui, des résidents sont de nouveau attaqués en saisie ou expulsion (à Reims, à St-Denis, à Massy, à Colombes, etc...). Des foyers, condamnés à la fermeture, sont menacés d'intervention policière d'un jour à l'autre (foyer A.F.R.P. de St-Denis, 250 résidents).

Aussi, c'est avec soulagement que nous avons accueilli, aux côtés de nos camarades français, la défaite de Giscard d'Estaing et de la politique qu'il a représentée.

Et aujourd'hui qu'un nouveau président de la République est élu en votre personne, les résidents des foyers, comme tous les travailleurs immigrés et français sont en droit d'attendre une nouvelle politique d'immigration et du logement social radicalement différente de la précédente. Ceci d'autant plus que déjà en juin 1979 à Garges-les-Gonesse, en tant que premier secrétaire du Parti socialiste, vous marquiez votre opposition à cette politique en apportant votre soutien aux résidents expulsés.

Pour effacer les séquelles de la politique antérieure et endiguer l'ensemble des menaces qui pèsent encore sur des milliers de résidents, il nous parait indispensable, en attendant un débat plus large sur la politique du logement social avec les interessés, de prendre dans l'immédiat, les mesures suivantes :

1 — Réintégration des résidents et délégués expulsés dans leurs foyers.

3 — Arrêt des poursuites judiciaires en cours.

3 — Annulation par amnistie des condamnations judiciaires (saisies sur salaires, expulsions, fermetures des foyers...).

4 — Ánnulation du contrat de résidence imposé par les Sociétés Gestionnaires dans les foyers.

5 — Annulation de tous les arrêtés d'expulsion, notamment ceux qui frappent encore nos camarades expulsés depuis avril 1976 (Benomar et Fereira).

6 — Blocage de toutes les augmentations en attendant une juste révision des tarifs des loyers.

7 — Organisation d'élections libres et démocratiques dans tous les foyers, après la réintégration des résidents et délégués expulsés.

Nous nous tenons à votre entière disposition pour fournir toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

> Délégués membres du Comité de Coordination des Foyers Sonacotra, A.D.E.F., A.C.R.P.

Réunion des travailleurs algériens

Revoir les accords Franco-Algériens

Comme nous l'annoncions la semaine dernière, le Comité de Défense des Travailleurs Algériens, créé en mai 1980 contre la politique anti-immigrés du précédent pouvoir a donné naissance à l'Association des Travailleurs Algériens en France, à l'occasion de la victoire du 10 mai.

Se déclarant solidaire de cette victoire, l'Association a tenu sa première réunion dimanche 6 juin, au Relais de Menilmontant, et a rendu publique, en présence de membres de la Commission Nationale Immigrés du Parti Socialiste, sa lettre adressée le 23 mai au Président de la République.

200 à 250 travailleurs algériens venus de toute la région parisienne, ont assisté à cette rencontre et ont discuté de la nouvelle situation et de leurs revendications.

Le débat a soulevé l'inquiétude qui règne chez les travailleus algériens quant à l'application des accords franco-algériens signés en septembre dernier. D'une part, l'unanimité s'est faite sur l'exigence de la révision de ces accords et ce, en concertation avec les principaux interessés: les travailleurs algériens de France. D'autre part, les participants ont soulevé le grave problème des stages de formation-retour prévus dans les accords, qui doivent durer pour la plupart six mois. Peut-on parler d'une véritable formation en un laps de temps aussi court, ont-ils dit?

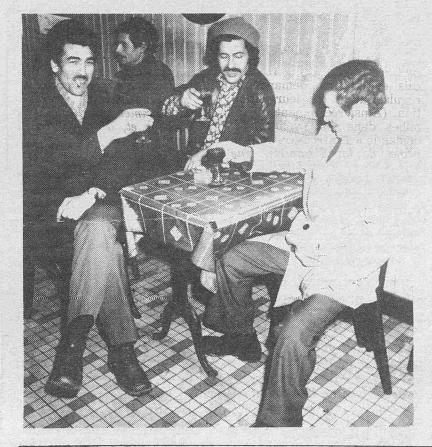
Par ailleurs, les articles 8 et 10 de la convention franco-algérienne de 68 ont été à leur tour discutés et les participants ont demandé la suppression de cet article qui interdit à tout ressortissant algérien une absence du territoire fançais dépassant six mois.

Les représentants du P.S., après avoir rappelé la distinction qu'il y a entre le parti d'un côté etle gouvernement de l'autre, ont dit que leur position en tant que P.S. est la régularisation des travailleurs sans-papiers présents sur le territoire français depuis un an et six jours.

Rappelons pour finir que la lettre adressée au président de la République demande « sans même attendre le recours à la voie législative des mesures conservatoires d'urgence » qui sont au nombre de dix dont le « renouvellement automatique des titres de séjour et de travail » et « l'amélioration des conditions d'accueil et d'information dans les services de préfecture et l'administration » et « l'arrêt des expulsions des locataires de foyers, hôtels meublés, etc... ».

Estimant « possible la concertation avec les pouvoirs publics », l'association soulève par ailleurs deux problèmes d'importance, « la recherche des coupables restés impunis des attentats et crimes » racistes, et la loi de 1932 instaurant les quotas.

S.B



ORLEANS

Vers le retour de M. Berradoune

Le 3 avril dernier, l'expulsion de M. Berradoune, père de quatre enfants, a suscité une vague d'indignation dans la région d'Orléans (Sans Frontière, nu-méros précédents). Une manifestation a rassemblé un millier de personnes pour dénoncer la « chasse » aux immigrés organisée par le préfet Rochet. Devant le silence et l'indifference de l'administration, Mme Berradoune a eu recours à la grève de la faim pour obtenir le retour de son mari et à laquelle se sont joint par solidarité cinq membres du Comité de Soutien aux immigrés. Poursuivant la mobilisation, le C.S.I. a ensuite porté la lutte sur le plan politique.

Le 22 mai dernier, le tribunal administratif examinait la requête d'annulation de l'arrêté d'expulsion présenté par Me, Plesson. Cette requête fut appuyée par de nombreux témoignages des voisins de la famille Berradoune, d'un responsable du centre social du quartier où réside cette famille et enfin du conseiller général et maire de St-Jean de la Ruelle, M. Portheau. Tous ces témoins ont évoqué le passé sans problèmes des Berradoune.

Mais le tribunal administratif qui a délibéré la semaine suivante n'a pas tenu compte de ces témoignages et a rejeté la requête d'annulation de l'arrêté d'expulsion.

Après l'élection du président Mitterrand, le C.S.T. est intervenu auprès du nouveau ministre de l'Intérieur M. Deferre qui a donné, le 4 juin, des instructions au préfet du Loiret pour délivrer à M. Berradoune une autorisation provisoire de séjour. Dès l'annonce de cette nouvelle, le C.S.I. s'est félicité du report de cette mesure d'expulsion injuste et de ce qu'une famille retrouve enfin une vie

Le C.S.I. entend continuer la lutte pour permettre aux immigrés de vivre dignement dans la société française. Il souhaite ainsi voir les autorités solutionner l'affaire Alazouzi, enlevé le 25 mars dernier par la police, sous ordre de M. le préfet de l'hôpital du jour de Fleury-Les Aubrais et expulsé sur le champ au Maroc. De même pour les 54 travailleurs maliens, sénégalais, maritaniens et mlarocains enlevés de leurs foyers et expulsés dans leurs pays. Le comité souhaite qu'une enquête soit ouverte sur les agissements du préfet M. Rochet dans les affaire d'expulsions en particulier celle du foyer la Mouchetière où 54 travailleurs maliens, sénégalais, mauritaniens et marocains ont été enlevés à cinq heures du matin et expulsés vers leurs pays respectifs.

M D



Revue de presse:

Cela se passe de commentaires

L'attaque israélienne du centre nucléaire de Tammuz à 30 kilomètres de Baghdad, a vu la presse quotidienne française se « déchaîner » pour inonder ses lecteurs d'informations et de commentaires.

Nous avons pris un certain nombre de quotidiens paraissant le lendemain de l'attaque.

Le soir même, les seules informations étaient pour la plupart d'origine israélienne, c'est ce qui explique peut-être la trop grande place accordée aux discours de Beghin et à sa tentative de justifier le raid, le présentant comme un cas de « légitime défense ».

C'est ainsi que pour le journal « La Croix », on ne sait s'il s'agit d'une erreur, ou d'un choix délibéré, mais le titre du correspondant du journal en Israël est le suivant : Assurer l'existence du peuple d'Israël. Ce titre n'est ni entre guillemets, ni suivi d'un point d'interrogation.

Cette affirmation brutale est en fait reprise d'une déclaration de M. Beghin lui-même, qui, elle, est située dans le texte entre guillements.

Pour « France-Soir », le titre de l'éditorial de Benoît Rayski est à lui tout seul un programme : « Une action prévisible ».

L'auteur poursuit: « Les Israéliens, en envoyant lèurs avions sur l'Irak, ont assurément violé quelques (c'est nous qui le soulignons, N.D.L.R.) principes du droit international... Alors, entre le respect du droit — déjà violé à juste titre par les Israéliens quand ils avaient monté une opération militaire pour sauver les otages d'Entebbé détenus par Amin Dada — et le respect de la vie de quelques millions d'hommes sans cesse menacés dans leur existence, les dirigeants de l'Etat d'Israël ne pouvaient guère hésiter... (c'est nous qui soulignons, N.D.L.R.).

Faut-il poursuivre la lecture de «Fance-Soir», essayant «d'expliquer» et de «convaincre» ses lecteurs de la nécessité dans laquelle se trouvait Israël d'attaquer l'Irak.

Il suffirait encore de citer ce passage, qui ne peut pas ne pas être relevé, pour avoir une idée d'une certaine « information » orientée dans un sens bien précis.

«La planification de cette opération a tenu compte du fait qu'un dimanche, jour férié, les 100 à 150 experts étrangers, des Français qui travaillaient à ce réacteur ne s'y trouveraient pas. Malheureusement, l'un d'entre eux, au moins, un Français, n'avait pas suivi ses camarades (incroyable, mais vrai, c'est écrit noir sur blanc, N.D.L.R.) et il a trouvé la mort sous les bombes (Pour ceux qui n'auraient pas compris, c'est de sa faute, et Israël n'y est pour rien, N.D.L.R.).

Le journal «Libération», dans un éditorial de Serge July, écrit : « les services secrets ne sont plus ce qu'ils étaient, ou ils sont toujours ce qu'ils étaient et leur cynisme leur est proportionnel »... A propos de la réaction du gouvernement français, il ajoute : « Comment condamner le gouvernement israélien de manière suffisamment crédible, pour ne pas mécontenter les puissances arabes... sans braquer une opinion pro-israélienne ?

Seul le journal « Le Monde » place un peu au-dessus de ces considération plus ou moins neutralisantes du fait lui-même. C'est ainsi que l'éditorial, non signé, rappelle que le communiqué du ministre des Relations Extérieures « prend sur plusieurs points le contre-pied du communiqué israélien qui s'efforce de justifier cette attaque ».

«Le Quai d'Orsay déplore la mort d'un technicien français, indique que les étrangers se trouvaient sur place, leur jour de congé n'étant pas le dimanche, comme l'assuraient les Israéliens, mais le vendredi, rappelle que l'Irak a signé le traité de non-prolifération — ce qui n'est pas le cas d'Israël — et précise que seul un des deux réacteurs a été « sérieusement endommagé », l'autre n'ayant pas été atteint. ».

En conclusion, le journal « Le Monde » place enfin le débat à son niveau réel, en posant les contradictions de la position de Washington et de Jerusalem sur la question de l'énergie atomique. L'éditorialiste écrit : « Les Etats-Unis ont déploré la prolifération nucléaire dans le

Tiers-Monde et ont même cherché à la bloquer dans les Etats qui n'étaient pas leurs clients. Mais peut-il y avoir deux morales, pour Washington comme pour Jerusalem? Au nom de quel droit l'Etat hébreu peut-il justifier son refus de signer le traité de non-prolifération, pour pouvoir posséder l'arme nucléaire, tout en prétendant empêcher ses voisins, qui eux y ont souscrit, de développer une industrie atomique?»

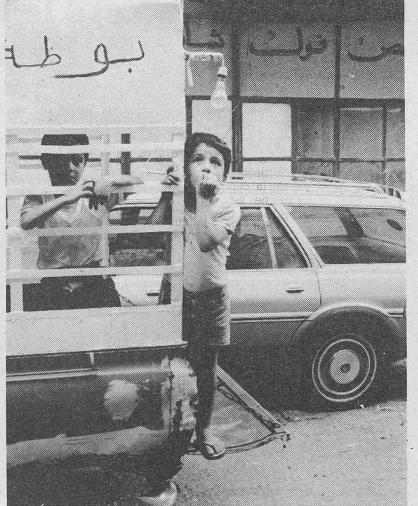
Enfin, il est intéressant de noter que l'éditorial de Combat Socialiste place aussi le problème dans sa globalité puisqu'il écrit : « La décision prise par Beghin de bombarder des installations nucléaires en territoire étranger est moralement inadmissible. Il s'agit d'un acte d'agression délibéré... ». Il ajoute : « Que dirait-on si, demain, les Soviétiques détruisaient les centrales nucléaires chinoises ou les Américains celles de l'U.R.S.S., sous prétexte qu'elles menacent leur sécurité ».

Enfin, il n'est peut-être pas inutile de présenter des extraits du communiqué publié par « La Vérité », le journal publié par l'ambassade d'Irak à Paris:

« Citoyens, nous annonçons aujourd'hui que neuf avions de l'ennemi sioniste ont effectué hier à 18h37 un raid contre la ville de Baghdad et visé les installation nucléaires. Comme ce fut le cas le 27 septembre 1980, nous avons préféré ne pas nous hâter (souligné par nous, N.D.L.R.) pour annoncer ce raid »

Cela se passe effectivement de commentaires.

M.A



Les ambassadeurs arabes Appel à l'opinion

Les Ambassadeurs Arabes accrédités auprès de la France, réunis le mardi 9 juin 1981 à l'Ambassade de Tunisie à Paris sont unanimes à condamner avec indignation l'agression qu'Israël a commise le dimanche 7 juin contre la souveraineté de l'Irak avec un mépris total des lois internationales et des principes fondamentaux qui régissent les relations internationales et qui sont inscrits dans la charte de l'O.N.U.

Ils ont le devoir de faire appel à l'opinion publique française afin qu'elle mesure le degré de duplicité qui caractérise le comportement d'Israël se présentant faussement comme menacé pour se faire impudemment agresseur.

A cet égard, les Ambassadeurs Arabes rappellent que l'installation du réacteur nucléaire de Tammouz — qui a été l'objet de l'agression israélienne, avait des buts purement pacifiques, que l'activité du Centre est soumise au contrôle de l'Agence Internationale pour l'energie nucléaire; que, tout récemment, au début de l'année 1981, ladite Agence a procédé à l'inspection du centre de Tammouz et a pu se rendre compte de la réalité de ses activités pacifiques... Alors qu'Israël a toujours refusé de se soumettre à un tel contrôle.

Il est clair que cette agression n'est pas dirigée seulement contre l'Irak, mais qu'elle vise également toute politique de coopération franco-arabe.

Les Ambassadeurs arabes expriment la profonde satisfaction que leur ont inspiré la déclaration de Monsieur le Premier Ministre Pierre Mauroy et celle du Gouvernement Français condamnant l'agression israélienne et illustrant par là la volonté du Gouvernement Français de fonder sa politique sur le principe du respect absolu du Droit.

CFDT:

Acte inadmissible

La C.F.D.T. condamne le raid de l'aviation israélienne contre le centre de recherches atomiques irakien. C'est un acte inadmissible qui dans la situation tendue du Proche-Orient risque d'entraîner une escaladde dangereuse pour la paix et la sécurité.

Les raisons invoquées par M. Menahim Beghin ne sauraient justifier une telle agression prise dans le contexte politique actuel d'Israël, apparaît plus comme un argument électora-

liste de choc que comme un acte assurant véritablement la sécurité du pays.

Car la multiplication de tels actes fait douter de la volonté de paix du gouvernement israélien.

D'autre part, la C.F.D.T. rappelle la position constante qu'elle a défendue auprès du précédent gouvernement au sujet des risques de dissémination nucléaire présentés par la livraison d'uranium très enrichi.

CGT:

Acte de piraterie

La C.G.T. condamne avec la plus grande vigueur le bombardement par l'aviation israélienne du centre nucléaire de Tammuz, placé sous la surveillance de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique.

Cet acte de piraterie militaire du gouvernement israélien qui a fait plusieurs victimes, dont un technicien français, ne peut qu'aggraver la tension avec le risque d'une nouvelle guerre généralisée au Proche-Orient et menacer la paix dans le monde.

La fourniture par les U.S.A. d'armes sophistiquées aux agresseurs israéliens ne fait que les encourager à accroître leur agressivité.

La politique aventuriste du gouvernement israélien souligné par ses interventions militaires au Liban et à l'agression contre l'Irak constitue une entrave permanente à la recherche d'une solution pacifique des problèmes du Proche-Orient.

En ces circonstances, la C.G.T. tient à rappeler ses positions constantes pour l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient répondant aux intérêts véritables de tous les Etats de la région.

Cela implique, selon la C.G.T. la reconnaissance et l'application effective des droits nationaux du Peuple palestinien et l'évacuation de tous les territoires occupés par Israël depuis juin 1967;

Le droit à l'existence de tous les Etats de la région, y compris celui d'Israel.

La participation de l'O.L.P. à toutes négociations visant à la recherche de la paix.



Israël ou « la légitime démence »

Il est des agressions israéliennes dans le Proche-Orient comme une sorte de rite. Israël attaque, bombarde, crie au feu et appelle au secours.

Il arrive de même que ces agressions soient légitimées par une certaine presse, qui, se basant qu'ils disent« sur une opinion publique pro-israélienne » (qu'ils ont eux-mêmes créée) ne font que renforcer tous les clichés dont on a usé et abusé depuis une décennie (Lire à ce propos la revue de presse ci-contre).

Le dernier raid israélien sur la centrale nucléaire de l'Irak montre pourtant clairement un certain nombre de faits importants.

Israël est bien le plus puissant Etat de la région d'un point de vue militaire. Ce petit « pays » est un pays agressif, militarisé. Il n'est pas en danger. Mais il constitue un danger perpétuel pour tous les pays de la région.

Israël est un gendarme de fait au Moyen Orient. Il n'est qu'à voir son rôle dans la question libanaise pour s'en convaincre, avec ses raids quotidiens sur les populations

De plus, Israël qui a mis au point sa propre bombe ato-mique avec le concours de l'Afrique du Sud a refusé de signer le traité de non-prolifération, alors que l'Irak l'a signé, et se soumet régulièrement au contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Nucléaire (A.I.E.A.) qui, dans son dernier rapport, affirme que « les équipements livrés par la France ne permettent pas à l'Irak de s'en servir à des fins militaires ».

A moins qu'Israël craigne aussi pour sa « sécurité » qu'un pays arabe accède au développement technologi-

Israël parle beaucoup de la paix, mais sème la guerre partout. La guerre l'arrange trop. Begin joue sa réélecttion sur ce thème : la guerre est aussi un thème dont on parle beaucoup dans le monde arabe. Les régimes pour la plupart hélas anti-démocratiques en font un usage essentiellement intérieur, pour légitimer la répression de leurs peuples. L'attaque israélienne a une fois de plus humilié les régimes arabes. Sadate ne sort pas grandi dans cette affaire. Il a vu Begin trois jours avant. Qu'il ait été mis au courant ou pas ne change rien, il se trouve à cautionner la « légitime démence » de « son ami ».

Le régime irakien est, semble-t-il, le plus atteint, car il est difficile de comprendre qu'un pays en guerre (avec l'Iran) ne soit pas capable de mieux assurer la défense de son territoire.

Cet aspect des choses semble même avoir été évoqué lors de la réunion des ambassadeurs arabes accrédités à Paris.

Ces derniers n'auraient pas été convaincus des explications données par l'ambassadeur irakien, surtout lorsqu'ils se sont vus confirmer que les radars irakiens n'avaient détecté les avions israéliens qu'à leur retour.

Il est vrai que ces avions ont pu traverser aussi sans problème les territoires jordanien et saoudien.

Et il semble bien que ce raid aura des répercussions énormes dans la région. On n'hésite même pas à le comparer de ce fait à une mini-débâcle du même type que celle de 67, tant il résume l'incapacité conjuguée d'un certain nombre de régimes à défendre leur peuple et leur territoire. Et c'est avec beaucoup d'amertume qu'on constate qu'on ne traite pas mieux les morts que les vi-

Car qui pourrait croire un seul instant que ce raid n'a pas fait d'autres victimes que M. Chaussepied. Il est aberrant d'en être réduit à se poser des questions. Pourquoi cacher ses propres morts et blessés? Faudraitil considérer qu'ils comptent moins dans la balance politique qu'un mort français et qu'ils vont moins « émouvoir »

Et nous y sommes d'autant plus sensibles qu'ici en France, personne ne semble « s'émouvoir » de notre situation d'immigrés et d'arabes, face à un conflit qui nous touche autant que la communauté juive et de manière aus-

Mejid Ammar



Au retour triomphal de Begin de Camp David. Vous avez dit la Paix ?!

Jusqu'à quand cela va-t-il durer?

Il faut certainement le voir pour le croire! Israël a bombardé et détruit en partie la centrale nucléaire de Baghdad. C'est-à-dire un pays s'est permis et s'est donné le droit d'aller détruire des équipements d'un autre pays avec lequel il n'est pas en conflit, c'est-à-dire en guerre. Cela s'appelle com-

Les Occidentaux vont-ils encore nous berner? A entendre certains d'entre eux (et ils sont nombreux), à les lire, la seule question, et ils insistent, est de savoir si la centrale nucléaire irakienne est une menace pour Israël. Un véritable détournement de sujet. Car la vraie

question, la seule valable, d'une grave importance, est de savoir si un pays a le droit d'aller bombarder un autre pays et de lui imposer par le force certains choix. Question reléguée par la plupart des commentateurs.

Israël se permet depuis des années de bombarder quotidiennement le Liban et on sait ce qu'est devenu ce pays. Les pays occidentaux ne s'en alarment plus, ils trouvent cela normal. Aujourd'hui, ils débattent sur la question de savoir si la centrale de Baghdad est une menace pour Israël. Ce qui veut dire en d'autres termes qu'au cas où il est prouvé que cette centrale représente une menace, il n'a pas à condamner Israël car son intervention devient légitime.

Comment peut-il en être autrement pour les occidentaux culpabilises jusque dans leur inconscient. Mais peut-on attendre d'autres attitudes? Aussi longtemps que la mauvaise conscience persistera, les voix qui s'élèveront contre Israël seront sans portée.

Cultivant avec soin le martyr passé des communautés juives, les Israéliens n'hésitent pas à utiliser cette couverture et cet alibi historique pour régenter la situation au moyen-Orient sans craindre de passer aux actes, ni de violer les règles du droit international.

Comment peut-on concevoir que l'O.L.P. soit considérée comme terroriste ou que des peuples qui luttent pour leurs droits soient traités de barbares et qu'Israël ne le soit pas. Si l'acte commis par Israël n'est pas terroriste, alors il faut que les occidentaux nous fassent connaître le distinguo ou leurs interprétations linguisti-

En fait, cet acte et les déclarations qui l'ont suivis ne nous surprennent pas. Il n'y a rien de nouveau dans cela. Le visage du sionisme n'a guère changé et la lutte anti-sioniste est plus qu'actuelle.

Les coups comme ceux d'Israël ne seront pas éternels. Israël ne pourra indéfiniment imposer sa force aux pays arabes. Et si demain, plusieurs de ces pays décident de construire des centrales nucléaires, Israël ne pourra s'y opposer en intervenant militairement. Cette attitude agressive est payante aujourd'hui, mais à quel prix? et jusqu'à quand? Car les Palestiniens ont eux aussi des droits qu'un jour ou l'autre l'histoire leur reconnaîtra. Et cela malgré la « paix » à l'israélienne.

Mustapha Saad

Coup de grâce?

On les attendait au Liban, voire même en Syrie. Eh bien, c'est à Baghdad que les bombardiers israéliens sont intervenus, détruisant en partie la centrale nucléaire de Tamuz.

L'offensive déclenchée par le gouvernement israélien dès 1979 pour empêcher le processus de construction de la centrale nucléaire irakienne a-telle trouvé son épilogue par le de Tamuz?

Le 6 avril, un commando israélien détruisait au plastic au chantier de la Seyne-sur-Mer une partie du matériel qui devait être livré à l'Irak.

Le 14 juin 1980, Yahia El-meshad, ingénieur égyptien qui travaillait pour la Commission à l'Energie Atomique d'Irak était assassiné à Paris par les services secrets israéliens. Arrivé le 6 juin à Paris, Yahia Elmeshad était venu effectuer un stage au centre d'études nucléaires de Fontenay-aux-Roses. Descendu à l'hôtel Le Méridien dans le 17ème, on devait le retrouver mort dans sa

chambre. Au lendemain de cet assassinat, la radio israélienne affirmait : « Il sera très difficile à l'Irak de poursuivre ses efforts pour la production d'une arme nucléaire». La radio poursuivait « la victime était l'un des rares Arabes qui faisait autorité dans le domaine nucléaire ». L'enquête ouverte conjointement par la police ju-diciaire et la D.S.T. n'aboutit jamais; tout comme n'aboutiront jamais les enquêtes ouvertes à la suite d'attentats perpétrés contre des Palestiniens à

Le 30 septembre 1980, à la faveur de la guerre irako-iranienne, l'aviation israélienne effectue un bombardement sur la centrale nucléaire mais celuici se soldera par un échec. Bien qu'Israël démentira être à l'origine du raid, et en attribuant la responsabilité à l'Iran. Mais en se référant à de très bonnes sources tant à Paris qu'en Israël, plusieurs quotidiens parisiens affirmeront que c'est bien l'aviation israélienne qui a effectué le bombardement.





L'abstention pourquoi?

Ayant de nombreux liens avec la Guadeloupe, j'ai été étonnée d'apprendre que 60,31 % des électeurs s'étaient abstenus, et que les votants, 36,69 % avaient donné massivement leurs voix à Giscard.

Ces deux taux m'ont posé question et je me permets de vous communiquer l'information reçue du G.C.R.A. (Groupe Chrétien de Recherche et d'Action). (Bulletin n) 2, mai 81).

Pourquoi 60,31 % d'abstentions?

Le G.C.R.A. a fait sienne cette parole de Jean-Paul II à l'Unesco, le 2/6/80 : « Ne permettez pas que la souveraineté fondamentale que possède chaque nation devienne la proie de quelque intérêt politique ou économique. Ne permettez pas qu'elle devienne victime du totalitarisme, de l'impérialisme, des hégémonies pour lesquelles l'homme ne compte que comme objet de domination, et non comme sujet de sa propre existence humaine. Il est tellement urgent d'éliminer les restes du colo nialisme ... »

A la suite de ces paroles, le G.C.R.A. se pose les questions suivantes:

- peut-on rester indifférent face à l'avenir de notre pays?

peut-on laisser à d'autres le choix de notre destinée?

Tandis qu'en Guadeloupe, le

R.P.R. et l'U.D.F. invitent à « rester français » dans la continuité, le P.S. préconise la décentralisation et le P.C. l'autodétermination. Quant aux 7 partis indépendantistes guadeloupéens, ceux qui demandent un changement radical, c'està-dire l'indépendance, ils ont lancé, le 15 MARS 1981, un appel au peuple pour une abstention active.

Les analyses de ces 7 partis considèrent que la Guadeloupe est une nation différente des autres, mais égale aux autres. Que cette nation est colonisée, exploitée, opprimée par la France. Et que la seule solution possible est la rupture, donc la lutte pour l'indépendance. De ce fait, toute opposition droite/gauche n'est que factice, car elle écarte la question primordiale de l'avenir de la Guade-

Compte-tenu de cette campagne en faveur de l'abstention, celle-ci l'emporte avec 60,31 % des électeurs. En fait, le taux d'abstention doit être majoré des nombreux jeunes de 18 à 25 ans non inscrits, donc abstentionnistes de fait; et ce taux est masqué par le nombre élevé de métropolitains résidant actuellement en Guadeloupe. Il est vraisemblable atteint les 70 %.

Restent alors en Guadeloupe deux courants en présence:

- les nationalistes, pour l'in-

dépendance de la Guadeloupe;

- les assimilistes, pour l'intégration à la France.

Le premier est lié aux travailleurs, le deuxième à ceux qui se maintiennent aux postes électoraux avec l'aide de la politique d'assistance de l'Etat français.

La majorité des électeurs a voté pour Giscard. Or en comparant, dans les différnetes communes, le taux des voix remportées par Giscard, on aboutit à ce paradoxe : c'est sur la « côte sous le Vent », région qui agonise économiquement, avec un taux de chômage et une assistance massive, que le taux d'électeurs giscardiens est le plus élevé ... Près d'un tiers d'électeurs guadeloupéens sont pris dans cette situation dégradante de mendicité, de sous-développement, d'irresponsabilité. En votanto pour Giscard, ils ont voté pour une politique d'aide sociale.

Ainsi, l'abstention massive correspond à une poussée indépendantiste, et au développement de la conscience nationale. On peut souhaiter que s'accentue cette prise de conscience, pour que la Guadeloupe se libère du joug colonial et forge son avenir.

Alice Murail



Le 3 juin, vers 3 h. du matin, le dirigeant de l'opposition tamoule, M. A. Amarthalingam (TULF) et d'autres députés furent arrêtés. Des parlementaires échappés ont appris par le président de Sri Lanka qu'il n'y avait aucun ordre d'arrêter les parlementaires (qui furent relâchés par la suite). La police envahissant le bureau du président du TULF et ne le trouvant pas, s'est emparé d'un membre du parti présent et l'a tué par balle dans la rue. A Neervealy (district de Jaffna) 4 personnes furent également tuées par balles dans la rue ou les cadavres furent jetés. L'un s'appellait Paramsoothi. Deux jeunes ont été tués à Uruamparai et blessés à Keerimalai ; deux autres hospitalisées à Vaddu-

A Colombo -après que la mort du policier a été connue-beaucoup de Tamouls, par peur d'un nouveau progrome comme celui qui suivait les élections en août 1977, ont pris le train pour gagner les régions tamoules. Trois trains ont été attaqués par la police aidée par des groupes de cinghalais. Forcés de quitter le train, les voya-geurs se voyaient cambriolés.

Les élections ont eu lieu le 4 juin dans un climat de progrome, toujours sous l'état d'exception et le couvre-feu.

Beaucoup d'électeurs, intimidés, n'ont pas voté. Le TULF a emporté, malgré ces circonstances, la majorité dans les districts de Batticaloa, Trinko-malee, Vavunia, Mullaithivu. Les résultats n'étaient toujours pas connus pour le district de Jaffna, où les urnes furent brisées par la police, et de Man-

Les régions agricoles, qui sont des régions tamoules, ne tarderont pas à être gravement affectées (et par suite, l'éco-nomie du pays) par l'état d'ex-ception et le couvre-feu. La dernière fois que l'état d'excep-gence avait été déclaré dans le district de Jaffna, en juillet 79, il était maintenu pendant des mois et des mois. Il a favorisé les arrestations et disparitions de masse et les tueries qui frappaient surtout les jeunes tamoules dont au moins 6 ont été trouvés tués et jetés dans la rue.

Comme en 1979, la situation actuelle a été crée par la po-lice renforcée par les forces armées. Le Times (3 juin 81) écrit : « Pendant que l'armée, les forces navales et de l'air renforcent la police dans le nord, le Mouvement pour les Droits Civiques et le Mouve-ment pour la Justice et l'Egalité entre les Races ont fait appel au gouvernement pour la protection du peuple contre sa mise nors la loi et le terrorisme pratiqué par les forces armées ».

Selva

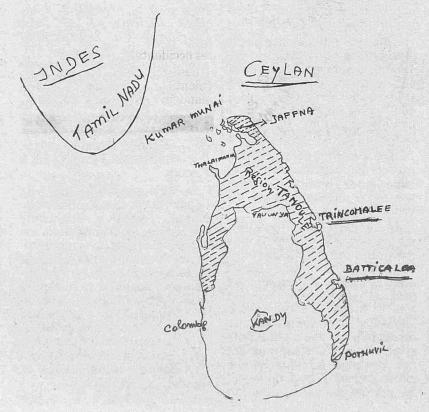
Elections et couvre-feu

Dans les régions du Nord et de l'Est de Ceylan, régions tamoules, l'état d'urgence et le couvre-feu (de 17h à 5 h du matin) ont été décrétés à partir des évènements survenus le 31 mai à l'occasion de la campagne électorale pour les élections régionales du 4 juin. Dans les 6 districts tamoules, les électeurs avaient l'occasion de se prononcer pour ou contre l'Etat séparé, « Tamil Eelam », revendications du « Tamil Uni-ted Liberation Front » et depuis les élections de 1977, son programme électoral. L'intervention policière s'explique par l'intérêt de la majorité au pouvoir de réprimer un vote qui pourra se prononcer en faveur d'un état séparé. La police, procédé entre le 31 mai et le 4 juin à la mise a sac et à feu d'un bon nombre de bâtiments publics et privés (surtout à Jaffna et sa région), à arrêter et à exécuter des personnes tamoules ; n'épar-gnant pas les membres du parlement et du parti de l'oppo-sition tamoule, le « Tulf ». De nombreuses forces de police avaient été détachées des égions cinghalaises pour encadrer le dernier grand meeting électoral de masse tenu par le TULF le 31 mai à Nachimarkovil Adid (district de Jaffna). Des attaques policières ont provoqué des jeunes tamouls (qui se sont emparés d'une arme de police) à tirer tuant un poli-

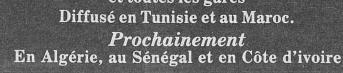
cier et en blessant trois. L'attaque générale de la police chargeant et dispersant le mee-ting s'ensuivit. Ayant pris l'éssance d'une station de pétrole, la police partait pour mettre le feu un peu partout : au marché de Jaffna, à la librairie publique, à la maison du député, M.V. Yogeswaran qui put s'échapper pendant que sa femme, brûlée, a dû être hospitalisée au bureau central du

TULF, aux magasins, au marché de Chunnakam (région de Jaffna le 1er juin) et aux propriétés religieuses et de culte du temple hindou.

L'armée et la marine venaient renforcer l'action punitive de la police. La chasse à l'homme tamoule a fait de nombreuses victimes : le maire de Jaffna, M. R. Viswanathan (TULF) a échappé tout juste à l'assa-











En direct des Nouvelles Colonies

« Canons à vendre! »

Lorsqu'il s'agit de contribuer à l'aide au développement, l'argent est rare. Mais, dès qu'il s'agit de favoriser l'achat de fusils ou d'avions de chasse. les portefeuilles s'ouvrent largement. Alors que des dizaines de millions d'êtres humains continuent de mourir de faim à travers le monde, 550 milliards de dollars ont été dépensés l'an dernier pour l'achat d'armes de toutes sortes. Chaque minute, un million de dollars (plus de cinq millions de francs) sont consacrés à l'achat de ces « délicats instruments » (pour employer l'expression de Boris Vian).

Ces constatations navrantes, on les trouve dans le rapport annuel du SIPRI, l'Institut international de Stockholm de recherches sur la paix. Et l'avenir ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices : on prévoit que les dépenses militaires continueront à croître au cours des prochaines années au même rythme, voire même peut-être plus vite encore, que la production nationale de l'ensemble des pays du globe. Bien entendu, la part que chacun accorde à l'aide aux pays les moins favorisés continuera certainement à baisser.

L'armée, pompe à fric ? Oui, dans tous les pays, mais aussi pompe à cerveaux. On estime que 400 000 scientifiques de haut niveau, soit 40 % de la totalité des chercheurs, travaillent à améliorer les machines à tuer. On imagine facilement quels progrès pourraient être réalisés si ces têtes pensantes avaient plus de temps à consacrer aux problèmes véritablement importants que sont la santé, l'alimentation ou la production d'énergie. Mais l'intérêt général de l'humanité pèse bien peu face aux rivalités génélitiques et économiques des grandes puissances.

Autre conséquence redoutable

de l'accélération de la course aux armements : les risques de guerre nucléaire deviennent chaque jour plus réels. Quand les bombes « A » ou « H » n'étaient pas encore trop perfectionnées et que les recherches portaient sur le moyen de balancer le plus loin possible l'engin le plus puissant possible, les grandes puissances risquaient la destruction totale en cas de conflit. La dissuasion était efficace. Maintenant, on sait fabriquer des engins de faible puissance, maniaques, pré cis. Plus besoin de tout détruire, l'essentiel est d'atteindre quelques objectifs judicieusement choisis pour gagner. Et ces armes légères, mobiles, on peut les utiliser ailleurs que sur son sol, en Europe, au Proche-Orient, en Afrique par exemple. Tant qu'elle se limitait à l'éventualité d'un grand choc entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, la guerre nucléaire paraissait improbable. Mais avec les perspectives nouvelles qu'of-frent les armes tactiques, la dégénérescence de conflits locaux en petites guerres nucléaires paraît de plus en plus vraisemblable. Les champs de bataille ne manquent pas.

Dans ce contexte, les grandes puissances ne se conten-tent plus de grossir leur propre arsenal; elles poussent leurs alliés à en faire autant pour être prêtes à répondre à l'adversaire en n'importe quel point de la planète et, si possible, sans avoir à intervenir elles-mêmes. Les petits pays qui voudraient rester neutres sont eux aussi contraints à s'équiper pour ne pas se faire dévorer par l'un ou l'autre camp. Résultat : tout le monde achète des armes à tout le monde. N'est-ce pas merveilleux pour les marchands de canons?

Il n'est pas étonnant que la part du Tiers-Monde dans les dépenses militaires totales s'accroisse sans cesse : en 1971, elle ne représentait que 9 % de l'ensemble, elle n'en représente maintenant 16 %.

Et la France? Avec 10,8 % du commerce international des armes, elle s'assure la troisième position en ce domaine, derrière les Etats-Unis (43,3 %) et l'URSS (27,7 %). Trois cent mille personnes y travaillent à la fabrication d'armes qui représentent 5 % de son commerce extérieur.

Apparemment, M. Mitterrand ne se sent pas très fier de la réussite de son pays dans ce secteur. Qu'il ait fait débarrasser les avions et les hélicoptères de combat de leur armement offensif, lorsqu'il a visité le Salon aéronautique du Bourget, n'est qu'un symbole; mais ce symbole a son importance. Importante aussi la déclaration de M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, qui a assuré que la France ne conclurait pas de nouveaux contrats de ventes d'armes avec les pays «fascistes et racistes ».

Il est encore trop tôt pour juger une politique qui ne fait que s'ébaucher. Mais il est extrêmement réconfortant d'entendre un chef d'Etat parler d'accroître l'aide aux pays du Tiers-Monde et refuser de vendre des armes tous azimuts

Ce ne sont pas en effet les armes qui manquent le plus aux pays pauvres, c'est la nourriture. Quant à leur indépendance, elle passe par leur autosuffisance économique que par un développement démesuré de leur armement, qui ne fait que les endetter davantage.

La vente d'armes, c'est bien connu, ne profite qu'au vendeur.

Antitrust



Brèves Brèves Brèves

ALGERIE

Chadli Bendjedid est arrivé le 8 juin dernier à Moscou, pour une visite officielle de trois jours. Cette visite programmée depuis longtemps, outre qu'elle constitue la première visite du chef de l'Etat algérien en Union Soviétique, prend une toute autre signification et un autre poids après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française.

S'il est un pays arabe qui a applaudi la victoire de Mitterrand, ce fut l'Algérie et ce pour plusieurs raisons, tant intérieures qu'extérieures.

La diplomatie algérienne ne peut-être que plus active après les déclarations « *Tiers-mondistes* » du nouveau chef de l'Etat français.

Mais ces succès en politique extérieure ne peuvent faire oublier les problèmes de politique intérieure. Le développement d'un mouvement social et la véritable contestation qui s'installe en Algérie fait craindre une escalade dangereuse.

Et c'est dans ce contexte difficile que s'inscrit la visite de M. Bendjedid. On appréciera de part et d'autre, l'apport de chaque pays à « la détente internationale », l'un ayant les yeux rivés sur la Pologne, pendant que l'Algérie aura à subir le choc de l'agression israélienne contre Bagdad.

LIBYE

Manoeuvres d'intimidation de la VI° flotte.

Au moment où Khaddafi souhaite rencontrer François Mitterrand, Reagan annonce la couleur: les Etats-Unis s'associeront à toute opération anti-Khaddafi considéré tantôt par les américains comme le « cerveau du terrorisme international » et tantôt comme les » cubains de l'Afrique » (sousentendu jouet des soviétiques).

C'est au tour de Kadhafi de dénoncer les mouvements de la VI^e flotte américaine en Méditerranée.

En effet, des éléments de la VI° flotte se livrent à des manoeuvres à proximité des côtes occidentales lybiennes.

Les autorités lybiennes y voient une fois de plus des manoeuvres de « provocation ».

ASIE

LES REFUGIES DE LA MER

Le nombre des « réfugiés de la mer » s'est élevé à quatorze mille environs pour le mois de mai, soit le chiffre mensuel le plus élevé depuis la conférence qui s'est tenue sur ce problème en juillet 1979. Depuis 1978, il y a eu au total cen cinquante mille réfugiés en Asie du Sud-Est. D'autre part, le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés à Genève a précisé que la réinstallation de ces réfugiés par des pays tiers s'est ralentie d'une part à cause de la paisse d'intérêt de la Communauté inter-

nationales, d'autre part à cause du ralentissement des entrées aux Etats-Unis.

MAROC

A la suite des réactions violentes suscitées par l'annonce des mesures de hausse des prix de détail de certains produits de première nécessité (hausses atteignant jusqu'à 85 %) le gouvernement a été obligé de faire marche arrière : dans la nuit du 6 au 7 juin, a été annoncée une réduction de moitié de ces hausses. Ces manifestations de mécontentement assombrissent encore le climat politique actuel au Maroc, à un moment où le pouvoir semble vouloir engager une épreuve de force avec le Parti Socialiste : menaces adressées à l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) lors d'une conférence de presse le 1er juin, poursuites engagées en mai contre Mohamed Yazghi, le directeur de la presse socialiste. A la suite des manifestations contre la hausse des prix, 6 militants du Parti du Progrès et du Socialisme (PPS) ont été arrêtés à Meknès, et 6 militants de l'USFP à Ber-

CAMEROUN

Les frontières camerounaises sont bien chaudes ces tempsci. En effet, il y a quelques semaines, 5 gardes frontaliers nigérians ont trouvé la mort à la frontière camerouno-nigériane. Le gouvernement nigérian saisit l'OUA afin que le Cameroun s'excuse de cet accident gravissime et dédommage le Nigéria de la perte de ses gardes. C'était même un ultimatum.

A la suite d'un match de foot à Douala, qui opposait un club camerounais à un club gabonais, le bruit suivant a circulé au Gabon : 7 des joueurs gabonais avaient été descendus à Douala. D'où des scènes de représailles à Libreville, Port Gentil, etc ... Moralité : 8 000 (au moins) de 20 000 ressortissants camerounais basés au G a b o n o n t d é ja été « rapatriés » à Douala (Cameroun). Enquête en cours.

Pendant ce temps, à Yaoundé, l'écrivain camerounais René Philombe qu'on croyait en prison pour délit d'opinion à été relâché. En fait, il paraîtrait qu'il n'a été qu'interrogé.

Bref, M. Philombe, après son interrogatoire s'est vu décerner la médaille de chevalier de l'ordre de la valeur camerounaise (pour services rendus ... non?).

Ne cherchez pas, ça vous dé-

SANS FRONTIERE

VIT GRÂCE A VOS ABONNEMENTS

ABONNEZ VOUS ABONNEZ VOS AMIS



La huitième merveille

Suite et fin

Monsieur Hiver flanqué de ses fidèles écuyers, Vent, Pluie, Froid, Grêle, Gel, Neige et Tonnerre, reprit bruyamment ses droits et enveloppa de nouveau le territoire terrestre. Un bataillon de nuages arborant une humeur griseâtre et maussade l'es-cortait. Le soleil, lui, brillait par son absence.

Dans les pays du Grand Capital, la crise issue de profondes contradictions aidant, l'inflation galopait à vive allure, allègre, insouciante et altière. Elle mit les chefs d'états sur la sellette. Les prix amorcèrent une courbe vertigineuse voire dangereuse. La réalité était à la fois simple et cruelle et Anbhar-Gueaut, en tenant compte, s'y conforma. Il augmenta les prix de ses transfusions. Il arriva ce qui devait arriver. Une vague de protestation qui se transforma bientôt en menaces déferla sur Anbhar-Gueaut.

Les européens s'effrayèrent mais le géant américain (le président U.S. en rit fort, parait-il) fit semblant d'être serein. Selon ses théoriciens, les Etats-Unis auraient dans leur contrée des milliards de tonnes de réserves de pétrole. Néanmoins, comme dirait Cyrano de Bergerac, elles créchaient dans des shistes bitumeux et les déloger reviendrait cher et non rentable. Ce projet mirifique fut abandonné. Alors Henry se mua en Kissinguerre. Il brandit le gros bâ-ton et intima à Anbhar-Gueaut l'ordre de rejoindre les rangs. « Je refuse de m'aligner! », rétorqua Anbhar-Gueaut, véhément et obstiné. Pour le paratonnerre U.S. qui se targuait d'être invulnérable, ce fut le coup de foudre ; « il faut qu'on lui graisse la patte » conseilla un citoyen américain d'origine grecque.

Un « colonialiste » (remplisseur de colonnes) proposa un système autre que le « lavage-graissage ». Cet éminent idéologue du monde dit technologiquement avancé assura (bien que n'ayant pas la qualité d'agent d'assurances) que l'économie ne pouvait pas être sérieusement en danger dans une nation (sous-entendu, l'Europe) où les deux problèmes les plus troublants sont de savoir : 1. comment maigrir, 2. où garer sa voiture. L'article de la personne susdite n'eut aucune audience dans les coeurs battant la chamade des gars du monde « libre ». Et il y avait de quoi! Pour vous donner une petite idée de leur peur, nous vous révélons ce court extrait d'un livre de cuisine publié par la firme «Seb» spécialiste des cocottes minutes. Voici donc dans toute sa succulence, et sa truculance, la recette relative à la choucroute de crainte. (En principe, comme dirait Archimède, il est formellement interdit de la divulguer mais ...) « Prenez une pincée de palpitations, ajoutez-y un zest de Dracula, citron rare et non pressé, puis un soupçon de souffle coupé qu'il est vivement recommandé de découper avec une lame, remuez le tout avec une figurine du Loup-Garou et enfin, recouvrez le tout d'un gia-

cis d'horreur car ce plat exquis, comme la vengeance, se mange froid ». Et vous serez encore ... loin du désar-roi de l'Europe de l'Ouest qui pourrait être illustré par des évènements des plus graves.

Valéry Giscard avait pris en mains le destin de la France. Il réclama cinq cent jours pour redorer le blason terni de la douce France et pour démontrer que Paris était toujours métro-pole et non nécropole (alors que l'ours blanc était maître au pôle). Les uns dirent que là où il passerait, l'her-be ne repousserait plus ; les autres s'emmurèrent dans un silence qui en disait long. Ses amis, eux, certifièrent que d'Estaing construira un Etat-Providence, garant du bien de tous (sauf de celui des contribuables). Toutefois, malgré la légéreté du style présidentiel, des mouvements de grève de grande ampleur eurent lieu. Les « hommes de lettres » donnèrent le ton et firent le facteur-prélude d'une série de mécontentements qui prit de l'extension. La presse subit amèrement les conséquences de l'arrêt de travail des employés des postes : la plupart des journaux subsistaient grâce aux abonnements et à la publicité. Les éboueurs laissèrent s'entasser les poubelles à la grande joie des rats. Les travailleurs de la chaussure (trust Salamander) de Romans battaient la semelle devant les portes de l'usine. Ce fut le caillou dans le soulier de Salamander.

Les bouches de métro

Les ouvriers de la RATP paralysèrent la vie parisienne ; pour une fois, la vérité était sortit de la bouche du métro! L'affaire du tiercé truqué alourdit la note déjà salée. Au « total », comme dirait un gras gros patron, le gouvernement aura du mal à sauver la mise. Les temps furent durs surtout pour les vieux. Quoi de plus normal! Les vieux ne protestent pas, ne manifestent pas, ne brûlent pas les voitures, n'ont pas de syndi-cats, bref, sont anodins. Leur principal tort, capitalisme oblige, c'est d'être improductifs. Pour calmer les esprits échauffés, le régime qui se vantait d'être libéral et avancé, désigna des boucs-émissaires, en l'occurence les immigrés. Brimades, injures, calomnies, rien d'infâme ne leur avait été ménagé.

Un algérien trouvé assassiné dans un hôtel, un couteau planté dans le dos, fut accusé de port d'arme!

Alors qu'en Italie, l'empire Fiat tomba malade et que 13 millions de travailleurs étaient en grève, l'Espagne, ce pays conçu comme une colonie de vacances de l'Europe, connut une agitation sans précédent. Des milliers d'ouvriers de grosses entreprises telles que « Authi » (contruction automobile), « Navarra » (Industrie chi-



mique) et « Superser » (Industrie frigorifique) stoppèrent net le travail. Ce qui obligea les patrons à reconnaître de fait le droit de grève aux masses laborieuses. Dans ce pays fasciste, où la grève était illégale, 16 millions d'heures de grève avaientété décomp tées d'après les statistiques officielles. En constatant l'immense coupure existant entre le gouvernement et le peuple, la bourgeoisie redoutait les bouleversements inévitables de l'après Franco (... le déluge). Elle craignait la moindre brèche par où pourrait passer toute la marée de volonté progressiste animant le pays. Pour colmater les fissures, elle utilisa sauvagement l'appareil répressif et ... fiscal. Selon les psychologues, il ne faut pas garder trop de choses pour soi. C'était aussi l'avis des agents espagnols du fisc.

En Grande-Bretagne, rudes journées pour la reine qui n'avait nullement les rênes du pouvoir, et assistait à un mauvais spectacle dans l'arêne. Effectivement, après quatre semaines de conflit avec les mineurs, incapable de solutionner la crise, le gou vernement Heath démissionna et provoqua des élections. Le parti travail-liste, le malheureux élu, en dépit des promesses faites durant sa campa-gne électorale, abandonna une partie importante du programme même sur lequel il s'était fait élire (hausse des salaires et nationalisation avaient été prévues). Monsieur Wilson, juché sur les épaules des mineurs faisait de l'oeil à l'oncle Sam. En attendant, amuse-gueule en quelque sorte, que le ténébreux et gominé Kissinger réponde aux oeillades meurtriè-res du minet Wilson, un membre du parlement indiqua aux services des PTT un moyen de gagner des sommes importantes en vendant à la publicité un espace encore inutilisé : le verso des timbres. Il prétendit que l'on regardait toujours avec beaucoup d'attention le petit rectangle gommé avant de le lécher. La bourse geignait terriblement : elle voudrait devenir une rivière pour suivre son cours quitter son lit. Quant à la déroute des banques, c'était une autre paire de ... Manche.

Le « miracle allemand » était achevé. Et pour cause : le numéro 1 allemand de l'automobile s'était lancé dans l'industrie du bétail au Brésil! La filiale de la fameuse firme Volkswagen avait acquis à Santana do Araguaia, en Amazonie, un domaine de 28 000 ha. Son objectif, produire à l'horizon 1982, 110 000 têtes de bétail et les écouler en Europe, aux USA; et au Japon. D'autre part, on dénombra 100 000 chômeurs dans le textile, 2 500 000 dans l'automobile et 3 500

ouvriers de Sarrlouis chez Ford, c'est à dire à la bonne enseigne, pour trois semaines au chômage torce. Sans compter les firmes sous-traitantes de l'automobile qui avaient décidé la suppression des heures supplémentaires. C'est ce qu'on peut nommer : le règne de l'auto-immobile. Même la Rhur, nerf industriel de la sidérurgie allemande, restée intacte grâce à la précision des bombardiers US, lors de la seconde guerre mondiale -les dollars de pépé Marshall ayant fait le reste était asphyxiée. Sans oublier les grèves des éboueurs à Dusseldorf et des traminaux-grève qui fut très populaire à Munich : pendant deux heures, les receveurs avaient refusé de percevoir le prix des places de tramway. Conclusion : le mythe de l'ou-vrier allemand paisible et réactionnaire s'était écroulé et le chancelier en eut mal aux reins à force de se pencher sur ce problème épineux.

A qui la faute?

Si l'Occident était ravagé par des mouvements sociaux dûs uniquement à son mauvais système, s'il y avait des émeutes et si les cocotiers gouvernementaux étaient brutalement se-coués, à qui la faute ? Il n'est point besoin de consulter le petit Littré, le Petit Robert ou le Quid pour obtenir la réponse. Le coupable était Anbhar-Gueaut. Et quel était le « mobil? » Anbhar-Gueaut était animé d'un esprit vindicatif et souhaitait consolider sa liberté politique par une libération économique dans toute sa totalité. Voyons maintenant le chef d'inculpation. Elément subversif ayant porté atteinte à l'essence même du capitalisme qui s'appuie sur l'appât du lucre, en osant parler de nouvel ordre économique et de détérioration des termes de l'échange ; responsable de la reconnaissance à l'unanimité de l'OLP, comme le représentant authentique du peuple palestinien, vérité, en somme, toute O.N.U.; criminel crapuleux ayant porté le coup d'estocade à une des meilleures bases opérationnelles de l'impérialisme américain et à un de ses bastions le plus chouchouté, le majordome SIr «Israël». Nous pourrions encore citer d'autres « méfaits » d'Anbhar-Gueaut, car le cahier des charges retenues contre lui par la justice absurde pardonnez le pléonasme, de l'occident ne contient pas moins de 400 pages, mais nous deviendrons prolixes et fastidieux. Et le vedict? ...

Suite page 15 ...



... Suite de la page 14

Pourtant, que demandait Anbhar-Gueaut? Un monde plus humain et plus juste, un partage équitable des richesses et des échanges équilibrés et sans compromissions. Alors pourquoi toutes ces accusations de tout acabit à l'égard d'Anbhar-Gueaut puisqu'il n'est pas à l'origine de l'infla-tion mondiale, cette dernière étant une conséquence directe de la crise d'un capitalisme miné par ses propres contradictions, grosses comme le bonhomme Michelin, l'homme aux scandales de caoutchouc. De toutes manières, les capitalistes, ces colosses aux pieds d'argile, n'avaient jamais au grand jamais avantagé Anbhar-Gueaut en quoi que ce soit. Le prix du fer n'avait pas bougé mais celui du tracteur s'était élevé, le prix du blé avait quadruplé, et outre les prix prohibitifs pratiqués sur les produits manufacturés, le charbon coûtait, aussi paradoxal que cela puisse paraître, plus cher que le pétrole. Si Anbhar-Gueaut avait procédé à l'augmentation du prix de son pétrole, l'explication réside dans le fait qu'il tenait absolument à ce que le prix soit au moins indexé sur l'inflation mon-diale et qu'il ne voulait pas voir son pouvoir d'achat amputé par la hausse des prix. En ce cas, la thèse, sciemment répandue et entretenue par messieurs les bons apôtres, selon la-quelle le pétrole était responsable de l'inflation, apparaît inconsistante ...

Ligne à suivre

Il était midi. Kissinger bailla à deux reprises, s'étira, se frotta les yeux et sauta du lit sans s'apercevoir qu'il venait de se lever du pied gauche. Il endossa une robe de chambre et se rendit dans la salle de bains. Il se rasa à la vitesse grand « V » en ne se coupant que deux fois et s'habilla en chantant « le complet blanc ». C'était d'ailleurs ridiculement hors de propos puisqu'il enfila un costu-me bleu pétrole sur une chemise grise et une cravate à petits pois. Il se bagarra un moment avec ses boutons de manchettes qui faisaient preuve d'une manifeste mauvaise volonté à se mettre en place. Pour finir sa toilette, il se coiffa méticuleusement après s'être aspergé les cheveux de Pétrole Hahn. Il entra dans le living-room à la recherche d'une éventuelle cigarette et trouva sa femme en train de passer une nouvelle robe. Il la contempla l'oeil sévère. « - Je sais, lui lança sa plantureuse moitié, un sourire moqueur flottant sur ses lèvres, je t'avais dit qu'une fois mariée, je ferais toutes mes robes moi-même ; dis-toi bien que c'était une sorte de promesse électorale. Hum, tu te lèves bien tard pour un diplo-mate Henry. Où as-tu passé la soirée, je suis certaine que tu as été en compagnie de RaQUEL Welch, dans quelque lieu mal famé?

«- Ça va, ça va ... gromella Kissinger, j'ai présidé une conjuration de la C.I.A., c'est tout! Il renifla un bon coup et bêla: tu as laissé brûler le déjeuner! »

« Après tout chéri, je n'en suis qu'à mon second mariage! » roucoula sa tendre épouse!

«- J'ai la triste impression que je vais arriver en retard à ma réunion avec les alliés » pensa le Docteur.

En effet, c'était en bon retardataire que Kissinger pénétra dans la vaste salle fastueusement meublée qu'on réservait aux conférences et aux collisions. Il prit aussitôt place dans un énorme fauteuil relax et scruta à travers ses lunettes aux verres épais l'assistance qui l'entourait.

«- Eh toi là-bas, cria-t-il à l'adresse d'un personnage bedonnant, ferme-moi ce livre que tu tiens à la main.

« - Très bien! répondit l'homme dont l'accent jurait qu'il était français.

Il posa négligemment son ouvrage sur la table, bien en vue, aussi le titre fut-il facile à détecter : « OTAN en emporte le vent ».

« Bon, Bon, fit Kissenger d'un ton bourru, nous pouvons commencer. Je vous ai convoqués aujourd'hui pour vous tracer la ligne à suivre et le système d'attaque à appliquer pour annihiler le renommé Anbhar-Gueaut. Maintenant, vous allez m'écouter!

Une bonne « sèche »

Il se confectionna discrètement une bonne « sèche » à base d'opium (qu'il faisait venir du Maroc), l'alluma, aspira goulûment une bouffée avant de l'exhaler par les narines et entama son long exposé.

Enfoncé dans son fauteuil de pré-

dilection. Anbhar-Gueaut lisait attenti-

vement son journal de toujours « gi-

sements ». Puis il quitta son fauteuil, déposa son quotidien sur sa table de travail et se dirigea d'un pas guil-leret vers la cuisine. Il ouvrit le frigidaire en retira une bouteille d'eau gazeuse qu'il avala d'une lampée et regagna le salon. Là, il s'étendit sur un divan fait de velours, et de soie et alluma la radio. « Ici radio-Univers. Il est 15h70mm, heure solaire. Veuillez écouter notre bulletin complet d'informations présenté par Zeus. Amis auditeurs, bonsoir. Les ré-coltes de blé de cet été ont été mé diocres tant aux USA qu'en URSS ... La Guinée Bissau a obtenu son indépendance ... M. Richard Nixon dit « Dicky le Tricheur» a été grâcié mais pas ses complices ... Inde : des mendiants font la grève de la faim ; on ne connait pas encore les raisons de ce nouveau délit contre l'opulence ... Les pays affectés par la sécheresse continuent de souffrir. Des milliers de personnes ainsi que des bêtes sont mortes de soif. Compatissants, les occidentaux leur ont envoyé des tonnes de lait en poudre ... Un geste abject et calculateur. Les pays industrialisés réévaluent l'or ... Une information générale : le chef de la bande : « ne pas être domestique du fuel » court toujours ... En sport, vous savez qu'on joue aujourd'hui la finale de la coupe des Galaxies. Notre correspondant Hermès est sur place. « Allo, Hermès! Oui, Zeus! Ici le stade du Solstice, c'est la grande surprise. La rencontre qui a opposé l'Impitoyable Vorace Club, grand favori, à l'Héroique du Tiers-Monde, vient de se terminer sur le score nul de 1 but partout. Rappelons que c'est la première fois que l'HTM est parvenue en finale ; auparavant elle était réduite à jouer le Cendrillon ... Dès le coup d'envoi les attaquants du V.C. se sont rués à l'assaut des bois de l'Héroïque gardés par un Réactione-Hère fort instable. C'est ainsi qu'i la 9' de jeu, au cours d'un caffouillage monstre, Kissinger, dernier possesseur de la balle s'avance et lobe Rêactione-Hère sorti en catastrophe alors qu'il aurait pu plonger dans les pieds du stratège du Vorace. Le score en est resté là jusqu'à la fin de la première mi-

temps. Après la pause, c'est le revirement de situation. Les tiers-mondistes se sont enhardis et ont lancé de multiples offensives enrayées soit par la transversale, soit par le keeper voracien Schultz qui s'est montré très vigilant et alerte. A la 76'80, l'Héroï que du tiers-œonde voit ses efforts se courronner de succès. D'un joli heading, Anbhar-Gueaut qui a dominé des pieds et de la tête, de la tête surtout, ses coéquipiers et adversaires, conclut un admirable service de Bô Qucite. Le score demeure inchangé jusqu'à le fin du temps réglementaire. L'arbitre M. Aux-Nues a fait jouer les prolongations qui n'ont rien donné. En vertu du règlement, la rencontre sera rejouée à une date que nous ignorons encore. Signalons enfin l'arbitrage incohérent de M. Aux-Nues assisté de MM. Véto et Bombardier. C'était Hermes qui vous appelait de-puis le stade Solstice. A vous les Studios -Merci à Hermès.

Notre bulletin est maintenant terminé. Nous vous remercions de votre attention et vous donnons rendez-vous pour ce soir à 21h177' pour un compte-rendu plus complet ... Musique légère ... Madame, votre chien est malheureux; que lui donner? Pétrolus? Os dur à avaler. Offrez-lui donc Spongix, un os souple léger et ô combien croustillant. Vous verrez, les joyeux glapissements de Médor égayeront de nouveau votre maison ... Musique violente ... Enervé Anbhar-Gueaut changea de station ... Beauté Magazine, une émission conçue et réalisée par MInerve et présentée par Vénus. Amis auditeurs et auditrices, bonsoir. Quelques conseils pratiques d'abord avant la lecture du courrier. Vous savez qu'un bain à base de fortes doses de pétrole et de lait confère vigeur et santé. Pour lutter contre la frigidité utilisez ... Une autre station ... «M. Kissinger menace de liquider physiquement Anbhar-Gueaut ... » «Anbhar-Gueaut ferma le transistor et éclata d'un rire contagieux.

Pour une poignée de dollars

La jeep avala le ruban de route asphaltée. Les arbres défilaient avec une régularité de métronome. Assis à l'avant, Kissinger essayait de sur-monter sa nervosité en échangeant des propos trivials avec le conducteur. Mais il ne pouvait s'empêcher de songer à une éventuelle débacle. « Qu'ai-je à redouter, se raisonna-til, j'ai sous mes ordres un terrible et efficace commando». Ce dernier s'était installé à l'arrière du véhicule. Armé jusqu'aux gencives et sûr de lui. Composé d'hommes sordides, prêts à tout pour une poignée de dollars ... La jeep quitta le bitume pour s'enfoncer dans une épaisse forêt habillée de grands arbres et dra-pée d'une végétation luxuriante. Là, la lumière n'avait aucune chance de s'infiltrer. Ils roulèrent prudemment sur le chemin caillouteux, bercés par les chants des oiseaux et les cris rauques des animaux. Bientôt, ils distinguèrent un pan de ciel à travers les feuillages. « On arrive » cria Kissinger à l'adresse de son chauffeur ; « accèlère, imbécile ! ». Ils débouchèrent sur une clairière au milieu de laquelle trônait un fabuleux châ teau-fort. « C'est là que se cache Anbhar-Gueaut. Pour lui sonnera le glas! Soudainement, la jeep toussa et cracha un filet d'huile. « Avance encore » aboya Kissinger, « mais que se passe-t-il ? » « C'est la panne sèche, plus d'essence ».

Ensuite, plus rien. Le vide absolu. Souverain, inquiétant outre mesure. Un coup de sifflet strident troua le silence doré. Ponctué d'une voix caverneuse qui envahit plus engloutit l'or du silence, devenant proéminente et prééminante. C'était celle d'Anbhar Gueaut.

"Mettez un tigre dans votre moteur »!

« Mais, protesta sourdement un mem bre du commando, nous l'avions ravé de notre liste publicitaire et ... »

God save the Quouine

Il n'eut pas le temps d'achever sa phrase, imitant en ce sens les poè tes. Une nuée de tigres magnifiques, la gueule grand'ouverte, les assaillit. Fuite en avant. Ruée vers l'ordre ou plutôt vers le désordre ... Débandade et déconfiture ... Craquement sinistre des branchages. Ils tombèrent tous dans la fosse d'essence. Cacophonie et brouhaha ... Les yeux se fermèrent. Désillusions gagnées, décrépitude et décadence humaine ...

Et coiffant les incertitudes des hommes de si bas, un rire haut (et de quel auteur !) et venant d'en haut, prolongé et n'en finissant pas de recommencer. Fierté d'un être fier. Orgueil d'une bataille arrachée haut la main ...

Le commando pataugea, s'ébroua dans la fosse. Des bouches de ses composantes sortirent des bulles dosées:

(à vous de les replacer dans leur ordre logique)

- un anglais : god save the gouine!

- Un eunnuque : ça m'excite les sens !
 - Un français : à bas la stature de la liberté!

- Une lesbienne : c'est Charles de Gaulle rendant les armes à Alésia!

Un américain : être ou ne pas être ? Voilà la réponse.

- Un barbu : Pêché! (harem).

En définitive, ces réflexions de damnés qui s'entremêlaient et se chevauchaient dénotaient les états d'âme de personnages brutalement atteints par le passé de gigantisme se voyant tout aussi brusquement confrontés à une réalité toute autre et toute nouvelle puisque douloureuse : leur déchéance. Leurs réactions aboutissaient en somme comme les pièces d'un puzzle, à la reconstitution de cette tragédie où ils étaient tous, qu'ils en aient conscience ou non, imbriqués : ils étaient à la fois les stimulants et les spectateurs-témoins de leur propre agonie.

« Je t'aurai à la prochaine occasion, espèce de fou! » rugit Kissinger d'une voix si lasse qu'il eut de la peine à la reconnaître lui-même.

«Facile à dire, vous manquez d'énergie» répliqua Anbhar-Gueaut d'un ton étonnamment calme. «Je n'ai fait que défendre mon droit, mes acquis dont je suis jaloux, tel un tigre. D'autre part, à la manière de vos philosophes, je vous dirai : la raison du plus fou est toujours la meilleure. »

Aucune réponse ne lui parvint sinon un murmure que l'environnement eut vite fait d'étouffer. De nouveau, Anbhar-Gueaut sourit. D'un sourire radieux et irradiant. Mais en son for intérieur, il prêta serment de demeurer circonspect et vigilant et de poursuivre la lutte sur tous les terrains jusqu'à la victoire finale; car l'impérialisme est double: une hideuse pieuvre aux tentacules monstrueuses et ... un tigre ... en papier!



INTERVIEW

PARKAREN

Le refus d'un certain « folklore »

Sans Frontière : « Iznzaren » est un mot berbère et c'est aussi le nom de votre groupe. Qu'est-ce-que cela veut dire?

Iznzaren: Nous nous appellons Iznzaren, on peut donner une traduction approximative «Les rayons du Soleil» Vous connaissez l'image d'Agadir dans les dépliants touristiques « c'est trois cents jours de soleil, la mer en forme de croissant chaud, sable, vagues, votre repos et votre aventure ».

Nous nous appelons aussi *Iznzaren*, nous essayons de traduire ce que ressentent les gens d'Agadir face à l'afflux de touristes et ses conséquences sur la vie locale. Nous savons par ailleurs que ces gens ont été rejetés à la périphérie de la ville. Agadir est devenue le « *champagne* », la ville a été investi par le tourisme.

SF : COmment le groupe s'estil constitué ?

IZ: Dans les années 70, nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'évolutions dans la réflexion sur la musique berbère. Au début, chacun de nous jouait dans un petit groupe de musique arabe populaire. Puis, il y a eu le phénomène « Nass el Ghiwan » et une centaine de groupes se sont constitués qui chantaient en arabe. Mais paradoxalement, aucun d'entre eux ne chantait en berbère.

En plus, le berbère est notre langue maternelle, nous sommes le premier groupe qui va utiliser les rythmes de la musique berbère ainsi que le chant.

Au début, nous étions connus seulement au niveau local : Ágadir, Innezgan.

SF: Quels sont les instruments musicaux que vous utilisez?

IZ: Il y a le « sentir » (basse artisanale, fabriquée de bois et de peau de chèvre), mais le « sentir » n'est pas un instrument de musique berbère. Il a été introduit au Maroc depuis six siècles dans la région par les « gnawa » venus de Guinée (d'où le nom), Mali, Sénégal.

Nous avons aussi introduit le banjo, que nous avons préféré à l'« otar » (luth à deux, trois, quatre cordes) pour permettre une recherche et un enrichissement de la musique berbère et d'élargir les notes. d'ailleurs les possibilités de recherches musicales par I « otar » sont limitees, tu restes toujours dans la musique traditionnelle, même si « l'otar » a été amélioré, notamment dans les années quarante, en ajoutant une, deux, trois cordes. Il a été perfectionné par le «Raïs »* El Haj Bellal, l'innovation dans la musique Soussi a été apportée par les « Raïss »* sa »* venus eux-mêmes du Sahara et qui ont amené avec eux des instruments nouveaux tels que le « Rbab »*. La musique Soussi et la musique Sahraouie ont des sources communes et restent très proches l'une de l'autre. Quand on écoute la musique berbère et celle des peuples du Sahara (Mali, Niger, Sud de l'Algérie, Mauritanie, Nord du Sénégal), on trouve une grande ressemblance.

Nous utilisons aussi le « Bendir », le « Tam-tam » et les « Krakches » (grandes castagnettes).

SF: Vous vous inspirez beaucoup des Gnawas, pouvez-vous nous en dire deux mots?

IZ: Les Gnawas sont les descendants d'esclaves noirs originaires de ce que l'on peut appeler le Soudan. Ils étaient vendus dans tous les grands centres économiques du Maroc, et arrivaient en général par le Port d'essaouira.

Jusqu'à nos jours, leur musique reste profondément marquée par les rythmes africains, et il subsiste plusieurs musiques Gnawa au Maroc : les Gnawas « chalhi », du Souss, les Gnawas Marsaoui de Marrakech de Gharbaoua, de Fez, et Tanger. Le chant des Gnawas a toujours relaté la condition de l'esclave. Il est avant tout l'expression de la colère, de la révolte de la personne exploitée devant sa situation. Un des cairs les plus connus au Maroc l'exprime bien :

« Sidi Yakoul Lhima, Lalla Takoul Chhima ou Baha youkoul Eddima »

(Le Maître mangera de la viande, la maîtresse du gras et Baha de l'os).

La musique Gnawa est en somme l'expression d'un certain blues.

SF: Au niveau de la musi-/ que, pouvez-vous nous parler des innovations que vous avez apportées par rapport à la musique berbère pour lui donner sa spécificité?

R: La musique berbère est basée sur les rythmes « Ayat », « Ajmat », etc ... C'est une multitude de rythmes de la région de Souss qui nous inspire. De plus, la musique a une histoire.

Les « Raïs » sont arrivés au Maroc, il y a quatre siècles, avant eux, il y avait les trou-badours (Innchaden) qui utilisaient essentiellement la flûte et le bendir et colportaient de souk en souk des chansons à la gloire des grands guerriers et racontaient les problèmes quotidiens des gens. Cela constituait un moyen d'information pour les gens qui vivaient isolés dans les montagnes. La colonisation a détruit cet aspect vivant de la culture orale et en a fait un « folklore » figé. A côté de cela, on a vu l'introduction des « femmes (cheikhates) danseuses », un certain nombre de Raïs, comme El haj Belaïd, Ezzaâri, Bouddra qui eux, n'avaient pas de danseuses, mais des élèves qu'ils initiaient à la musique. Les élèves s'appelaient « Imh-

Vers les années cinquante, il y a eu l'introduction des femmes danseuses et les thèmes de l'amour vulgarisé ainsi que la boisson.

SF: Est-ce qu'il y a des femmes « Raïssa »?

Nous avons profité du passage en France du groupe marocain « Iznzaren », pour faire connaître aux lecteurs de SF ce groupe de jeunes musiciens berbères, dont la création s'inscrit dans le cadre du renouveau de la musique traditionnelle marocaine. Renouveau auquel on assiste depuis une dizaine d'années et inauguré par des groupes tels que « Nass El Ghiwan », « Lemchaheb » ... La particularité du groupe « Iznzaren » est qu'il a été le premier à chanter en berbère, et à s'inspirer de tous les courants musicaux qui co-existent dans le « Souss ».

Il s'est produit dans la région parisienne, au cours de 4 spectacles donnés aux usines Chausson de Gennevilliers, où existe une communauté berbère importante, aux usines Simca de Poissy, ainsi qu'au centre culturel d'Argenteuil, pour le festival du mois maghrébin et à Mantes-la Jolie invité par une équipe de foot-ball marocaine. Partout, ils ont fait salle comble.



EZ: Oui, comme «Raïssa» Khadija N'Imintanout, «Raïssa» M'Barka à Tzinit, la plus ancienne qui compose sa musique et chante ses propres paroles

SF: Revenons à Izenzaren. Comment votre musique a été perçue à ses débuts par les gens de la région ? Quelle à été leurs réactions ?

IZ: Nous avons été encouragés, surtout par les jeunes. Les gens d'un certain âge ont été au début déconcertés par cet apport nouveau à la musique «Soussi». Ils étaient même contre, nous jugeant d'après nos allures (jean, cheveux longs. Alors qu'à l'époque, la musique berbère était tres peu ecoutee, et meme peaucoup de berbères vivant dans les villes s'en désinterréssaient totalement et refusaient l'identité berbère.

Par contre, depuis quelques années, il y a un reggain d'intérêt pour la culture berbère, sous différentes formes (poésie, musique ...).

Auparavant, la culture berbère était très cantonnée. Elle donnait lieu à une expression dans les «Halkas» (attroupement des gens pour écouter des contes ou de la musique NDLR).

A partir de 1976, nous avons commencé à avoir une certaine audience au niveau National.

SF: Quels sont les thèmes de vos chansons, comment les choisissez-vous?

IZ: Au début, nous avons essentiellement axé notre travail sur la recherche musicale, qui était tout à fait nouvelle. Mais de plus en plus, nous accordons une importance aux thèmes de nos chansons: problèmes sociaux, problèmes engendrés par la crise économique au Maroc, l'immigration, que nous on appelle l'orphelin, le racisme qu'il rencontre, la cause palestinienne, « l'union du monde arabe ». les problèmes relatifs à l'Afrique, rôle des grandes puissances en Afrique etc ...

SF: Quels sont vos rapports avec les autres groupes considérés à tort ou à raison comme des groupes « folkloriques »?

IZ: Les groupes dits « folkloriques » sont composés de gens qui ont beaucoup à dire même s'ils ne sont pas instruits. Les thèmes qu'ils chantent sont intéressants.

Nous qui vivons avec eux et qui les connaissons, nous sommes étonnés par leurs capacités de compréhension des problèmes. Tu te demandes comment ils sont si bien informés et quelles sont leurs sources d'information. En fait, ils écoutent les radios nationales et internationales et le soir au cours de la veillée (« Assaïs ») ils confronten t leurs informations. Ils sont absolument au courant de ce qui se passe dans le monde entier.

Ces groupes dits « folkloriques », qu'on emmène dans les festivals, ou dans les hôtels réservés aux touristes, dans lesquels ils ne dorment même pas dans des lieux qui leur sont complètement étrangers et. qui ne constituent pas leur cadre hautuel d'expression (Plateau, projecteurs, décors). La personne ne danse pas naturellement, elle est bloquée. Les touristes trouvent ça beau, lui sait qu'il n'a pas dansé naturellement, comme il le fait à la fin des récoltes dans le village.

SF: Comment vous travaillez?

IZ: Chacun travaille à sa façon, nous on préfère faire

10 représentations par an et travailler notre musique, sortir une seule cassette par an, mais de bonne qualité. Sur les dix représentations, nous faisons cinq avec les associations culturelles, telle l'Association Estivale d'Agadir, l'association culturelle de Nador, et cinq représentations dans les festivals de musique populaire.

Nous jouons dans nos villages, ainsi que dans les mines de

Pour notre part, nous restons en contact avec les gens de la région, nous rencontrons régulièrement les « Raïss », les paroliers, nous sommes aussi constamment à l'écoute des problèmes des gens.

SF: Existe-t-il d'autres groupes berbères?

IZ: Oui, il y a « Osman », « Yan-Ou-Mazigh » et « Nouaman » dans le Rif, tous ces groupes disposent de moyens modestes pour travailler.

SF: Comment vous posez le problème de la culture berbère au Maroc, y'a-t-il un renouveau de la culture berbère?

IZ: Nous essayons de donner un renouveau à la culture dans un domaine qui est le nôtre, mais les recherches sur la culture berbère, sont très modestes et sont encore à leurs débuts, les études faites sur le « folklore » berbère sont très modestes et restent à un niveau superficiel. Ces études sont au stade de la description, mais ne cherchent pas à aller plus loin.

SF: Est-ce qu'il existe un « mouvement berbère au Maroc ? Et quelles sont ses revendications? »

IZ: Effectivement, un certain nombre d'associations culturelles au Maroc estiment qu'il doit exister un enseignement de la langue berbère. Encore faut-il parler d'une langue, alors que beaucoup de gens la considèrent encore comme un dialecte. Pourtant, il y a un alphabet et une écriture « berbère » : « le Tiffinah ». Nous connaissons des Oulemas de Souss (religieux) qui possèdent des livres écrits en Tiffinah, notamment le Coran, par exemple à l'Institut de Taroudant. El Haj Mohammed El Habib à Tanant est un de ces « oulémas ». Dans certaines régions, le colonialisme français a brûlé des livres écrits en « Tiffinah ».

> Propos recueillis par Hassan Bouakra et N.





sources!

Après son passage remarquable, mais pas trop remarqué par certains « grands branchés » de la presse (sauf Rock and Folk mai 81) le 27 mars, à l'Hippodrome de Pantin, Manu Dibango de retour chez lui, en a profité pour ouvrir le 30 avril ce qui peut déjà être considéré comme un évènement culturel pas négligeable au Cameroun, un club : le Club Manu Dibango, à Yaoundé. Cela vous étonne, hein? Attendez voir!



C. Ateba et J.Y. Oloko

Situé au pied de la Tour C.N. R. (Caisse Nationale de Réassurrance) entre les cinémas « Capitole » et « Abbia » (2 des meilleures salles de la capitale), et non loin du Pacha-Club (l'une des boites en vogue située à l'emplacement de l'ancien Azizo-na Bar, oui, oui, oui!), le Club M.D. ouvre ses portes de 11 h du matin à 2 h du matin ... ! « Oh, temps suspends ton vol, et vous, musiques propices, épan-chez vos mélodies ». Bref, là n'est pas l'intérêt de ce club qui propose entre autres un bar américain et un restaurant « spectaculaire » (c'est à dire avec des spectacles). L'intérêt réside dans le trajet historique symbolique (Afrique, Europe, Amériques, retour aux sources) et les échanges culturels profonds établis par les artistes noirs, américains et africains entre eux et le public.:.



Essindi Mindja

Prenez le jazz, l'Afrique, la diaspora noire, une vedette africaine interna-

tionale, les Africains, les musiciens noirs américains et la conscience noire. Le point com-mun à ce mic-mac? Tout cela est noir : mais encore ! Les rapports communs?

Le jazz est à la base de toute la musique contemporaine noire et pas seulement noire. L'Afrique est la Terremère de toutes les musiques noires. Les musiciens et artistes noirs, des Amériques parlent tous du « retour aux sources», et ils ne sont pas les seuls. Les musiciens africains désirent atteindre le degré de reconnaissance internationale de leurs frères d'Harlem swinging and singind & Co ». Prenez une vedette africaine inter-



nationale qui de par sa renommée et de par son itinéraire musical a potentiellement les moyens de coordonner les données de cet « imbrogglio negro », ajoutez-y une structure d'accueil et vous avez le pourquoi et le comment du Club

Depuis son ouverture, le club a déjà accueilli quelques vieilles connaissances du monde du jazz. Du pianiste Lou Benett au célèbre batteur-anthologie des tempos du jazz, Kenny Clark, en passant par la subtile et originale organiste Rhoda Scott en attendant le 22 juin, ce bon vieux Memphis Slim qui continue si plaisamment à « vulgariser » le jazz en des lieux pas si évidents que ça aux 6 coins de la France. N'ayez crainte, ce n'est qu'un début, continuons de swinguer.

En dehors de ces « noms », le club propose toujours en première partie des artistes locaux, telle la chanteuse et guitariste ghanéenne Ranzie, qui a une super-voix au timbre intéressant, le mime Essindi Mindja qui poursuit par ail-



leurs ses études à l'Ecole Nor-male Supérieure de Yaoundé, Coco Ateba et Jean-Yves Oloko dont les douces ballades chantées en ewondo, sur fond d'accompagnement de leurs deux guitares, vous transposent par delà un coucher de soleil et sur les 7 collines altières de Yaoundé et, et, le truculent et cocasse animateur Massa Batré, dont le «Farançais» élaboré, ferait rugir de rire plus d'un académicien ou autre. longs crayons au grandiloquent parler. Sans oublier l'orchestre du Club le Village Gate. Le tout dans cadre chouette et par ambiance « chalaireuse », où comme disait le poète, « tout n'est que moussiki et détente ». Voilà le décor planté et entrent les artistes pour un bienheureux public qui va se payer une tranche de bon temps pendant qu'à Paris, on se les « cas-se », l'amusement n'étant plus ce qu'il y était. Bref.

Voilà, vous savez tout main-

De pareilles initiatives devraient être plus fréquentes plus diversifiées. La musique africaine souffre de problèmes structurels importants. On ne peut même pas parler de carence de structures, ou d'obsolescence, mais carrément. d'absence. L'exemple et l'idee directrice de ce club montre clairement qu'à un certain niveau, les artistes africains prennent les initiatives qu'il faut pour servir de révélateur culturel. Mais cet exemple n'est pas isolé. Des studios 24 pistes sont construits (Nigéria, Togo ...). En France aussi la diaspora noire sortant de se torpeur, crée des associations culturelles et organisent des manifestations culturelles (ex. le week-end stop de l'A.A.P.A.L.), établi des lieux

ECHOS DU TAM—TAM

Tam-Tamania

La semaine du **Tam-tam** a commencé comme tout le monde, à vibrer aux « aces », smashs et volées de Yannick Noah. A ces fins, 2 après-midi non stop à Rolland Garros, Machin Marros pour les intimes du truc.

Lundi après midi, en 20 petites minutes, Noah sort Villas: « l'osso bucco » mangé à la façon « nam ewondo ». Bon appétit Yannick.

Mardi après-midi, c'était le match des play-boys : Victor Pecci-Yannick Noah. A un plongeon partout, tout pouvait encore se passer. Pecci se mit à servir comme à la parade, presque à la paraguyenne et Noah, après 3 jours de tension sur le court central de Ma-chin-Marros -dont la couleur brique n'est pas sans analogie avec celle de la terre du Yaoundé natal de Yannick Noah-perdit le match de quart de finale sans perdre de sa superbe. Le tam-tam n'avait plus rien à faire à l'avenue Gordon Bennett.

Il v'avait des tas de gens smarts et sports là-bas. Morosy Yves qui a toujours les mêmes lunettes, Robert Charlebois et moi et moi et moi. C'est surtout la présence des frères Montama, jean-luc le grand frère champion du monde de karaté poids lourds 1980 qui avait confié certains de ses états d'âmes à SF (cf. SF n° 5) et son petit frère Ray-mond qui est juste un peu moins fort que lui : il n'a été que champion d'Europe. Ça fait plaisir de constater que de jeunes champions noirs soutiennent, par leur présence d'autres champions noirs, jeunes et biens et tout et tout. Assez de niaiseries. Le papa de Noah est très sympa et super à la coule, son ame soeur bien attrayante et charmante et sa petite soeur : un petit bijou. Avant le match, Noah Pecci, mardi à 13 heures dans les salons de l'Hôtel méridien, se tenait la conférence de presse de Stevie Wonder. Y'avait plein de photographes, des journalis-tes encore plus débiles et débilitants qu'H.D.K.L. (ce n'est pas peu dire), des questions cons, mais cons, style « quelle est votre marque de synthé favorite? » etc ... Gerbos! Mais quand le Tam-tam, lui a de-mandé son point de vue sur les évènements d'Atlanta, un petit vent de scandale a parcourir les échines des journaleux présents. Toutes les personnes invitées par K.C.P. à cette con-

férence, étaient encore plus « groupies » que le plus fan des fans de Stevie. Heureusement, un chaleureux dialogue s'est noué entre le tam-tam et une bouteille accueillante de White Horse. Du coup, pas de concert de Wonder, parce qu'en plus, chez K.C.P., on préfère réserver les invitations de presse aux Coluch ou ambassadewrs ... d'Union Soviétique !!! Arrêtez de rire.

Mercredi 3 au Palace, 23h. pour le concert de **Prince**. Vers une heure du mat. le mec débarque avec son groupe composé d'un soliste, de luimême à la rythmique (entrecopés de solos aussi), eux deux là, ça fait un peu comme le tandem Jagger-Richard, mais en mieux presque. D'un bassiste pas possible, d'un batteur à la chevelure gomina ondulée plaquée, moustache à la Omar Shariff, costard et cravate : sorti ce cette frime, le mec, il blaguait pas avec ses baguettes et sa grosse caisse! Dans la série j'assure le tempo, il se pose là ! Deux synthés, une « vamp style années 30 », galure en feutre, et regards feutrés, qui sortait des trucs intéressants en soutien-gorge, et son collègue habillé en chirurgien prêt à opérer son synthé avec une gestuelle robo-

Groupe on ne peut plus hétéroclite, pour une musique sou-dée et funky, une présence scénique énorme et rock. Deux heures d'intensité musicales dingues. La claque! Il y a très peu de gens qui ont dû comprendre ce qui s'est joué sur scène ce soir-là. C'était monumental. Rassurez-vous, l'équivoque chevalier d'Eon de la funky music m'a confirmé après au Privilège qu'il sera de retour à Paris en octobre. Alors, si vous voulez le rater une seconde fois, partez en vacances en octobre et tant pis pour vous.

La fin de la semaine a été pépère. Mais après le week-end de l'Ascension (éthylique pour certains) il faudra revenir au train-train. Et dans les studios à Paris, il y a moulte et moulte musiciens en répétitions. De Charles Lembé à Charles Ewanjé (deux musiciens camerounais) en passant par Tum-Black (groupe antillais) et d'autres encore. Mais çà, c'est pour la semaine prochaine. Affaire à suivre ...

H.D. K-L

de représentation pour la culture noire ex. le Théâtre Noir. Ça bouge, quoi. Et toutes ces initiatives, même si on les voudrait plus nombreuses, sont importantes dans leur conception leur réalisation, leur organisation et dans leurs structures.

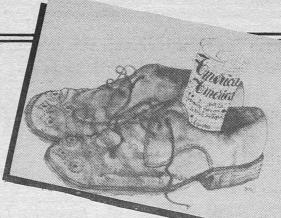
Tout ce remue-ménage est l'oeuvre des gens directement concernés, à savoir les artistes de la diaspora eux-mêmes. Que demander de « plus mieux »?

H.D. Kala-Lobé





« Les demoiselles de Rochechouart »... Ciné St-Severin



Une Ballade à en perdre son latin

Dans le Paris bitumeux, by night, sans aucune thune en poche, tu ne peux rien faire, et c'est l'angoisse ... malgré cela, je vais vous conter mon long week-end qui m'est revenu à presque rien. Vendredi 5 juin, avec une amie, Lotty nous sommes allés au Théâtre le « Point Virgule », qui se trouve dans le quartier du Marais. Nous avons assisté à un spectacle que je vous convie à aller voir le plus tôt possible. « Les demoiselles de Rochechouart ou Histoire d'Os »: une comédie musicale et burles-que interprétée par elle et Marie Christine Darah, c'est l'histoire de deux jeunes africaines embruns de mazout, elles se font blanchir pour débarquer à Paris, après une « désodorisation définitive, épilation complète, pee-ling intégral, dépigmentation totale ». Arrivées dans ce Paris miroir des Alouettes, (où elles se font plumer) elles perdent leur « latin » à Barbès Rochechouard, ce bel idiome français appris dans le couvent des « piafs tropicaux ».

Courez, courez au Théâtre Point Virgule, sans bien sûr vous faire du mal, parce-que Katy vous attend au coin (sur scène, bien entendu). Alors, bonne conscience paternaliste et humaniste tiermondiste, méfiez-vous de ce burlesque africain, vous recevrez des tartes, non à la crême blanche, mais de mots certes « petits nègres » entrecoupés d'injections arabes et de jurons espagnols et tout ceci en pleine gueule ... Amusez-vous bien

N'hésitez pas a aller voir ce spectacle, elles sont superbes, et elles dansent avec une frénésie sensuelle. Vous pouvez saluer le patron du Théâtre Point Virgule qui se trouve à la rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, de la part de Sans Frontière, vous serez bien reçus.



Samedi 6 juin, accompagné de Malika, je suis allé voir « Rachid Bahri », jeune chanteur algérien qui se produisait au théâtre De la Potinière. Quand j'ai vu ce mec arriver sur scè ne, son futal buté contre des pompes pointues et se mettre à chanter, j'en ai flasché. Je fus emporté par sa voix grave, et chaude. Malika en était sublimée. Ouf, en écoutant Bahri, je me suis dit « Enfin du nouveau dans l'immigration Un mec qui chante l'amour, la vie. Rien à voir avec ...

Trois chansons fortes dans son répertoire: une sur l'Afrique, une sur lui, « Je suis un oiseau migrateur », et une autre sur l'inimigration « ce sont des gens comme vous et moi ».

Je ne vais pas vous faire un

commentaire, allez écouter cette voix rocailleuse et africaine. Vous m'en direz des nouvelles. On aura l'occasion de revenir sur Bahri (C'est comme Félix Potin, on y revient NDLC). Après avoir zoné toute la nuit, j'ai fini à Saint-Denis dans le béton. Malika m'a servi un petit déj. devant le petit écran où se produisait l'émission « Mosaique ». C'était le désert complet ..., Chatignoux, c'est le type qui présente les infos de cette émission, était triste à mourir. J'eus l'impression qu'il était le commentateur de la Cité des morts (ou celle des rats). Et de plus, il bafouillait un français approximatif. Tu me diras, il s'adressait à des travailleurs immigrés (rouler les R), la rubrique femmes de Picoleau (ne faites pas de jeux de mots, vous avez deviné.) C'était la cuisine, maman, tu es bonne qu'à faire la cuisine. Conception de la fem-me assez étriquée, ma chère amie Picoleau. Le ballet turc du Ministère du Tourisme, très éclatant, mais on aurait pu nous parler des nombreuses arrestations qui se produisent continuellement en Turquie, arrestation entre autres d'un acteur du film « Le Troupeau »,

et celui de « Okayan » « Le Bus ».

Mais de toutes façons, nous savons qu'avec cette émission, on n'apprend rien, alors, fermez-moi cette tombe et allez au cinéma. Pourquoi pas au Saint-Sèverin, où les Journées Cinématographiques de l'immigration, organisées par Cinéma Action et M. Charbagi, qui ont débuté le 3 juin, en ouverture avec le film d'Elia Kazan, America America. Ce titre est un cri, un appel de la terre promise où des milliers d'immigrants sont parus. Cest l'histoire de Stravos, un jeune

grec, obligé à tuer, à se durcir, à mentir, à tricher. Omnibulé, fasciné, par «America, America». Son apprentissage commence dans son village d'Anatolie, apprentissage d'abord des atrocités publiques : le massacre des arméniens pour le pouvoir ottoman, ensuite, il apprend le brigandage, l'exploitation, le vol entre misérables. Ce film extraordinaire, est l'un des plus beaux chef-d'oeuvres du cinéma de l'immigration.

Un film à ne pas manquer, surtout à tous les cinéastes tristounets de l'immigration. Je ne citerai pas de noms, parce qu'ils n'en valent pas la peine.

Durant ces journées, j'ai revu Alambrista, un film étonnant de Robert Young, sur l'immigration des Chicanos aux USA, qu'il faut absolument voir, avant le « Chicanos » de Charles Bronson, où il joue le rôle d'un chasseur de tête, vous avez deviné, les immigrés clandestins. Ce film donnera-t-il des idées aux beauf's ratonneurs

J'ai aussi vu un film inédit «Le fils d'Amr est mort » de Jean-Jacques Adrien, c'est l'histoire de Pierre, qui avec un autre vole dans les tram à la sortie des salles de spectacle, de son complice, Pierre ne sait rien. Leurs actes s'accomplissent un peu à la manière d'un rituel. En dehors des heures où ils volent, Pierre et son partenaire ne se rencontrent jamais, sauf pour effectuer le partage. Les rendez-vous ont lieu dans un bus désaffecté, abandonné à la lisière d'une forêt de la banlieue bruxelloise. Un jour, stupéfait, Pierre découvre le corps de son compagnon. En fouillant dans les vêtements du mort, Pierre trouve des pièces d'identité et découvre brusquement que son compagnon était tunisien et se nommait Salah Ben Ahmed Erbai. Ne cessant de s'interroger sur son ignorance de cet homme les causes de sa mort, Pierre avait décidé de partir dans le village dans l'extrême sud tunisien d'où Salah était originaire. Un village de montagne, de troglodytes, isolé en bordu-re du Sahara, non loin de la frontière Lybienne, un village vidé par l'immigration ... Tout le long de ces journées cinématographiques, vous pourrez assister à des débats, des expositions photos, (voir agenda), et à un concert d'Ahmed Ben Diab. Je ne vous raconterai pas ma journée du dimanche et celle du lundi, allez voir page sociale, sur Asnières.

Mohamed N

Le Louxor:

Une goutte d'eau dans la Goutte d'or?



Un quartier, une ambiance, une vie. Plutôt un village, dans ce coin de Paris (Barbès-Goutte d'or) que certains se plaisent à décrire comme un endroit des plus malsains de la capitale, sans d'ailleurs le connaître.

Que trouve-t-on au juste.

Bien sûr beaucoup d'immigrés de tous les horizons, des commerces pour leurs achats, des endroits pour leurs distractions

Le Louxor, ce grand cinéma à l'angle du bd Magenta et du bd de la Chapelle est un de ces endroits où pour une somme modique « ils » peuvent se retrouver, voir des films qui sont souvent de très bonne qualité (Ali au Pays des mirages, l'Opium et le bâton, le Message, Chronique des années de braise (prochainement) et des films indiens).

Mais pour comprendre tout cela, il faut y vivre et non pas comme se permettent certains, venir anonymement pour pondre un article (*Le Monde du 7-5-81*) sans savoir ou plutôt en ne voulant rien savoir ; On ne peut évidemment pas raconter Barbès et faire l'apologie du cinéma sous Laval? ...

Toute l'équipe du Louxor, et malgré ces quelques attaques, est heureuse de constater que leur objectif d'apporter des moments où les gens peuvent rencontrer d'autres, discuter et se distraire, des gens comme vous et moi, avec seulement une culture, des traditions différentes de la nôtre.

Quelle est la clientèle du Louxor?

Quels sont les films du Louxor?

Tout simplement des films adaptés aux personnes et à leur éducation.

Leur niveau était en pleine évolution, des films distraction oui, « ils » en ont besoin, des films plus fouillés aussi mais doucement; On aime encore plutôt rêver que de revoir les problèmes de tous les jours.

Des idées, de la musique sur scène, pendant quatre entr'actes, avec nos jeunes : « Smaïl et Hamid,

Des airs du pays (Berbère et chaabi) repris souvent par les spectateurs qui crèent eux-mêmes cette chaleur dont ils ont besoin.

D'autres groupes (Marocains et Tunisiens) se sont également produits sur scène.

Des avis, contact avec la clientèle pour connaître leurs aspirations.

Une goutte d'eau dans la mer? Mais qu'elle est belle quand elle brille au soleil des coeurs.



all Hills

PARIS

VENDREDI 12 JUIN

Un excellent trompettiste, Ted Daniel, qu jazz Unité. Il a surtout travaillé et enregistré avec de grands noms du jazz, comme Archie Chepp, Andrew Cyrille, Richard Davis, et bien d'autres. Après avoir joué et enregistré avec « Defunkt », il a reformé récemment son premier groupe « Brute Force » et commencé à jouer dans les clubs new-wave de New-York.

Ted Daniel jouera au Jazz Unité au Parivs de la Défense, en quartet avec : Siegfried Kesler au piano, Chris Henderson à la batterie et Kent Carter à la contrebasse.

- A la Chapelle des Lombards, Raimundo Faguer, chants du Nordeste à 20h30 et à 23h. le le dernier jour Makala.

Ensemble instrumental traditionnel Arménien de Paris à 21 h. au Dunois.

Bratsch, musique d'Europe Centrale, à 21 heures au *Théâ*tre de la Potinnière (jusqu'au 28)

Dave Brubeck, jazz à 20h45 à Bobino.

Ensemble national Hongrois, danse, à 20h30 au TMP.

Cuarteto Cedron, musique d'Argentine à 18h30, au Théâtre de la Ville, dernier jour.

Elsa Wolliaston, danse 20h30 au Théâre Noir (797 85 14)

Nouveaux chorégraphes/danseurs . Jim Self Solo, Dana Reitz solo, 21 Heures, American Center (321 42 20)

Méditerranée - Peintres et sculpteurs français et immigrés à l'ICEI, 43 bis rue des Entrepreneurs, 75015

Le Nouveau Monde de Jean Troël, Suède 1973 (couleur 2h15)à 19h au Ciné St-Severin.

SAMEDI 13 JUIN

U. Kimura, chants du XVIIIe siècle au Japon, 19 heures, Carrefour du Japon (261 83 61)

Chrysalide Corail, rock, 22 heures, Golf Drougt.

Les associations de Menilmontant organisent une fête de quartier à partir du 13 au 21 juin 1981. Pour tout renseignement, vous pouvez nous joindre par téléphone au 636.14.24

Les Raisins de la Colère de John Ford, U.S.A. 1940 (N.B. 2h10) à 14h, 16h30, 21h au ciné St-Severin

Jaguar de Jean Rouch, France 1970 (couleur 2h00) à 19h au Ciné St-Severin.

DIMANCHE 14 JUIN

Chico Freeman jazz 20h45,

COS Rock opérette, 21 heures, Dunois.

LUNDI 15 JUIN

E. Boell et L. Roubach quartet jazz, 20h30, au Théâtre présent. (203 02 55).

Pablo Sauvage quartet, Marion Brown, Dave Burrell Duo, 21 heures, jazz Unité la Défense.

Dollar Brand Quartet, jazz 20h45 à Bobino

Gaam trio, jazz, 21 Heures, Dunois.

Vous avez dit « réfugiés » de D. Moro, France 1980 (couleur 1h20) à 18h.

Le fils d'Amr est mort de J.J. Andrien, Belgique-Tunisie-France, 1975 couleur 1h40) à 14h, 16h, 20h et 22h au ciné St-Severin

MARDI 16 JUIN

Ballet folklorique de Mexico, Dir.: Hernandez, 20h30, TMP

Lindsan Kemp Compagny, danse, *Théâtre de la Ville*, à20h30 (jusqu'au 28).

Cie Sloane, danse, 19h30, Théâtre de l'ASIEM (354 79 78)

A. Braxton Jazz, 20h45 Bobino

Clock DVA, rock 20h30, Bains Douches, 4887 34 40)

Café de la Gare, 41 rue du Temple, Afro jazz, Edja Kungali, à la fois racine et branche:

MERCREDI 17 JUIN

Calck Hook Dance theater, 20h30, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris.

Philly joc jones quartet, 21 h. Jazz Unité la Défense.

M. Reverdy M. Haunont, chanson, cloître des Lombards (233 54 09)

Atlantico, rock tropical, 22h30 au Cloitre des Lombards

Arthur Blythe, jazz, 20h45. Bobino

Dembe quartet, jazz, 21h. Dunois.

Galerie «R.» libre : 74 rue de la Verrerie

Récital poésie, Geneviève Clancy. Philippe Tancelin

« Le Bois de vivre », musique O. Mourineau. En soutien aux combattants de la liberté en France et en Europe ... Prisonniers d'opinion ... Extrades ... Expulsés ... Victimes du racierne.

Jazz gitan. Boulou et Elios Ferré, guitares, percussions Argentine. Martin St. Pierre au Café de la Gare.

JEUDI 18 JUIN

H. Levick, J. Sicard, Lumière jazz 20h30, Musée d'Art Moderne, de la ville de Paris.

Mingus Dynasty jazz, 20h45

Salsa. Henri Guedon, avec Glen Ferris. Trombone (18 juin)

BANLIEUE PROVINCE

ETAMPES

Festival de la musique ancienne

Musique Soufi d'Anatolie, A. Kerovoyan Kawn, M. Tebrizizadeh, Kemence, T. Ozkan Tambura, le 13 à 21h. Eglise Notre-Dame du Fort.

MENNECY

Festival rock

Automne à Pekin, Rock'n roll, gang insomnie, 12°5, Marquis de Sade, le 15 à partir de 15h. Plein air. (457 J00 59)

BLANC MESNIL

M. Portal Unit, B. Lubat, H. Texier, jazz le 15 à 20h30 au *CMJ*

POISSY

B. Lavilliers, rock, le 13 au Théâtre de la verdure.

TRAPPES

Djamel Allam, musique électrique du Maghreb, le 14, 15h. *Centre aéré*.

CONFLANS

STE HONORINE

Dick Annegarn, Tangerine,

Ganster, le 13 soir, Parc Municipal, entrée libre.

JOUY EN JOSAS

« Folk dans la vallée » « Accords Perdus », le 13, 17h30 « Douplephon » à 21h.

D. Gassa, le 14 à 16h30 Hooterranny, Morigane, à 21H.

TAVERNY

Djamel Allam, chanson électrique du Maghreb, le 13, 21h. au *Gymnase* J. Bovin

dunkerque

Au centre Culturel 7 rue Soubise, Nedjma présente « Le Cirque d'Amar » le 19 juin à 21h.

THIONVILLE

Festival de jazz, Wenor Push quintet, Doblin quartet E. BAll L. Roubach, Metronome le 13 à 16h au Centre Bathias

Big Band du conservatoire de Metz, Mit, D. Levallet Trio, Little Big Band Naja, le 14 à partir de 15H.

CAEN

Trio Air Jazz, le 16 à 21h., Samedi 13 juin à 15 heures, Salle des Congrès à la Maison de l'Etranger

CARROUGUER

Memphis Slim, Blues le 14 à 18h., au Château.

STRASBOURG

Wishbone Ash, rock, 20, Hall Trivoli

CLERMONT FERRAND

Luther Allison, blues, le 15 à 20h30, Palais des sports.

The Beat, rock le 17 à la maison du peuple. Original Minors, rock le 13 à la Salle des fêtes de Rian

MONTPELLIER

B. Janis piano le 17 à 20H30 au *Théâtre*

Murphy Folk irlandais, 21h30 au Doven

Anches Doo Too Cool, jazz du 17 au 27, 22h30 au Doyen

AMIENS

Au Parc de montière, Nedjma présente « *Barka* » le samedi 13 juin à 16h.

PARSELLE

Iggy Pop, rock, le 20, Salle des Fêtes de Vitrolles

d'illusion et magie, par Damao, entrée libre

Pour les enfants : spectacle

MARSEILLE

Dimanche 14 juin, Cinéma du dimanche à 17h.

Reggae Sunplash

Film de Stéfan Paul, avec Bob Marley

LE HAVRE

Fusion, ideky Dynastie, rock les 18, 19 à 21h30

La troupe Nedjma présente son spectacle « Le cirque d'Amon » au Clere de Montgaillard le vendredi 12 juin à 21h.

SAINT—QUENTIN EN EVELYNES

Dimanche 14 juin à partir de 14 h : 4° rencontre folklorique Internationale au Parc Etang plus de 200 artistes et 10 groupes danse-musique-chants ... d'Antilles, du Maghreb, de France, etc ...

CHELLES

Au centre Culturel le 13 juin à 18 heures, le groupe portugais d'Aulnay Sous Bois et Chariff Allaoui.

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCE

YA EL MENFI

Jeune toxico de 22 ans depuis quelques jours dans cet enfer carcéral, je suis seul et sans famille, j'ai des envies de suicide aussi bien qu'en liberté. Je cherche correspondants (es) pour m'aider à m'en sortir et devenir des amis. Merci d'avance pour toutes les réponses. Bousouira Mustapha 102 985 D4 C2 04 Fleury Mero-

Monsieur seul, 28 ans, brun, voudrait correspondre avec des filles de son âge car je suis seul dans ma cage et je m'ennuie. Pour bonne amitié sincère, réponse assurée et souhaitée. Ecrire à : Moulay Lahemi 93979 D1 44 Bt D3 Fleury Merogis

Jeune marocain désire correspondre avec jeune fille, j'ai 19 ans et j'en ai pour un max de temps. Merci d'avance, écrire à Eddouarki Abdessadek 1940 74 D2 14 D2 Fleury Merogis

Jeune homme de 27 ans, détenu seul dans une solitude, souhaite avoir correspondants (es) qui partageraient mes angoisses et tous les lendemains. Yahiaoui L'Hacène, 102 500 D2 D309 Fleury Merogis

Jeune homme aux yeux noisettes que le mauvais hasard a conduit dans ce bas fond, cherche correspondante en vue de lier amitié profonde. Daoudi Mohamed 102 481 D1/30 D 14

Jeune corse isolé sortant dans six mois, recherche correspondance sympa pour l'aider dans sa traversée du désert :

Arbi Jean-Baptiste 894 D/ 201 Bois d'Arcy - 5 bis A. Turpot 78390 Gitan de 32 ans, très sympa, aimant la peinture, le dessin et la vie aimerait correspondre avec jeunes femmes ayant les mêmes goûts pour lier amitié sincère et durable. Ce sera pour moi un nouveau soleil réchauffant le coeur de ce continent qu'est ma grisante cellule : Brac Joseph, 13 rue d'Autun 71100 Châlonssur Saône.

J'ai 30 ans, 1M80, les cheveux châtains foncés. Et je suis beau sous toutes les apparences. Je cherche correspondant-es pour lier amitié sincère. Je suis ouvert à toutes discussions, j'aimerais lier amitié durable et sincère: Lefort Henri 4779 PC 71 PB 1130 Bayel 10310

J'ai 28 ans, 1m78, 75 dg, brun aux yeux marrons, mon coeur s'offre à tous et je cherche homme ou femme pour lier amitié. Mon incarcération sera longue. Ecrivez-moi, j'attends vos lettres: Ben Ahmed Moktar 96 974 D1 M 125 Fleury Merogis

Timbres postes de tous pays sont attendus par détenus « en transit » à Fresnes qui s'ennuient beaucoup.... Répondra à tous les envois avec plaisir. Expédier à : Deforme Jean 695 682/2/0238 9 Fresnes 1 av. de la division Leclerc 94260 Fresnes

Envoyer courrier, cOLIS de friandises, livres ... à Mohamed Chara, condamné à mort. Son procès a été cassé, il sera rejugé à Amiens. Il a été transféré à Fresnes. Mohamed Chara, n° 704 738 2/158 1. ave de la division Leclerc. 94161 Fresnes.

Recherche correspondants de tous âges, écrire très vite à : Boumaref Ahmed, 99 118 D5 49 BT D4 Fleury Merogis

ELECTRONIQUE

ELECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

Stage GRATUIT, ouvrant droit à rémunéra-

Durée : 6 moi à partir d'oc-

tobre 1981

Public : licenciées économiques

-rendreurs -femmes voulant prendre ou reprendre une activité professionnelle

Niveau : bac scientifique, technique ou expérience professionnelle en électronique

Critères : être intéressé par l'électronique, la micro informatique, aimer le travail manuel de précision

Contenu de la formation :

- électronique numérique et analogique -Micro informatique

-Mesures et essais d'électronique -Rappels de mathématiques et de physique -anglais technique -législation

-dessin industriel

vie sociale

Emploi accessible : agent technique en electronique (dépannage, controles, études) AT1.

Renseignements et inscriptions : Lycée technique Ed. Branly. 33, rue du petit Bois. 94000 Créteil

Tél.: 339 26 96 Madame Romieux, Mademoiselle Kechidi, lundi, mardi, jeudi de 9h à 17heures. Jusqu'au 22 juin 1971.

« Nous cherchons désespérément quelqu'un-quelqu'une -ou un groupe- qui aurait la faiblesse de participer, hélas ! Gratuitement à l'animation d'une fête à l'école. On précise, l'école : communale, publique, laïque ...

Pour un jour, place à la danse, aux marionnettes, au mime, à la musique ... Alors, si tu y tiens vraiment, téléphone le soir à Claude et

à Catherine au 345 02 91 La fête est prévue pour le 27 juin. C'est à Paris. Dans

le 12º arrondissement.

IYon.

Souvenir! Souvenir!

Pour toutes les personnes désirant recevoir un album photo et articles de presse du mouvement qui est né autour de la grève de la faim de Lyon (Christian Delorme, Jean Costil et Hamid B.) vous pouvez envoyer vos demandes à l'ADFAL, 68 rue Rachais, 69007

Vacances Maroc-Algérie, 3 semaines en Land Rover par avion. Départ 11 juillet. Tél. 329 06 80 (soir).

Nous cherchons des personnes susceptibles de nous donner des renseignements sur le voyage et la vie dans les divers pays d'Amérique du Sud. Tél. à Lyon. 861 07 83

Pour les mois de juillet, août et septembre, sinon pour juillet et août, cherche à sous-loouer un 2 ou 3 pièces dans Paris ou dans la banlieue proche, liée au métro. Tél. au 806. 10.74 à partir de 19 heures (loyer maximum pour un 3 pièces, 2000 francs).



par Djamila Slimani

« Plus tu es riche, plus le trousseau est important »

En France, depuis 26 ans, ma mère m'a raconté son mariage. Son mariage s'est effectué en 1954! Il nous permet de comprendre la réalité algérienne.

Cette femme, musulmane, respectueuse de la tradition, considère que la femme subit de nombreuses injustices et elle opte pour la libération de la femme par le travail, tout en préservant les valeurs religieuses et sociales. Cependant, dans ses actes quotidiens, c'est une personne qui essaie de s'adapter à la nouvelle réalité algérienne et de la comprendre. Ce n'est pas toujours facile ...

E m'appelle R ... Je suis algérienne de Sétif. Je vous parle de mon enfance jusqu'à mon arrivée en France. Je suis d'une famille honorable mais pas riche. Mon père était tailleur dans une petite boutique. Nous sommes cinq filles et un garçon. Le garçon compte beaucoup car il n'y en a qu'un. Ma mère nous a élevés honorablement malgré la pauvreté. Arrivée à l'âge de 11 ans, j'ai été à l'école. Au début, mon père ne voulait pas que j'y aille car il jugeait que cela ne servait à rien. A l'époque on se mariait jeune, et les parents préféraient que la femme reste à la maison avec sa mère, pour apprendre la cuisine, la couture, leur enseigner le respect. Mais moi, je voulais absolument aller à l'école, pour apprendre à lire, à écrire, à faire la cuisine française. Donc, de 11 ans à 15 ans, j'ai été à l'école. A 15 ans, mon père m'a arrêté l'école car il jugeait que j'étais en âge de rester à la maison et de porter le « haïk » (voile). Je suis donc restée avec ma mère dans la maison à l'aider. Je ne mère dans la maison à l'aider. Je ne sortais plus et les gens commençaient à demander ma main.

Mon mariage s'est fait entre ma belle-mère et mes parents. Ma belle-mère est à la maison pour voir ma mère. Elle lui a dit qu'elle cherchait une femme pour son fils et qu'elle aimerait bien que ce soit moi. Ma future belle-mère m'avait vue chez son frère, j'étais l'amie de sa nièce. Elle m'a trouvée digne d'être sa future belle-fille. Ma mère leur a demandé ce que faisait mon futur époux. Etait-il sérieux, buvait-il, était-il beau physiquement, travaillait-il? Puis ma mère a dit qu'elle en parlerait à son mari, mon père donc. Le soir, mon père a jugé que c'était possible, mais il ne voulait pas que je parte en France. Il pensait que la France, c'était trop loin et il voulait que je reste en Algérie. En effet, mon futur mari travaillait en France. Puis mon père, après consultation de la famille a donné son accord.

Pauvre ou riche

Quelques jours plus tard, ma future belle-mère est revenue avec sa belle-soeur pour la réponse. Ma mère leur a donc donné la réponse.

Deux semaines après, ma belle-mère avec deux femmes de sa famille sont revenues, et elles m'ont regardée. Elles ont regardé mon physique, si j'étais bien, si je n'étais pas tordue. Elles m'ont regardé les bras.

quand elles m'ont bien examinée, et que je leur plaisais, l'accord a donc été conclu. Mes parents ont demandé la photo de mon futur mari, mais nous étions du même quartier et mes parents le connaissaient un peu.

Un ou deux mois après, ma bellemère est revenue avec son frère et un cousin car quand les femmes se sont mises d'accord, après, c'est le rôle des hommes de discuter de la dot.

Certains disent que la dot c'est un achat, mais non dans la tradition algérienne, la dot sert à faire le trousseau. La dot est fixée selon les richesses du mari.

S'il est riche, il donne beaucoup, s'il est pauvre, on négocie. Certains donnent beaucoup de bijoux, beaucoup d'argent. Avec cet argent, le père de la fille achète le trousseau, dont des bijoux qui resteront toujours à la fille. Même en cas de divorce, la femme algérienne reprend son trousseau en entier, sauf si elle n'est pas vierge. Dès qu'il y a eu accord, c'est la préparation de la fête. Le père du mari doit ramener les légumes, la viande, la semoule et les gateaux pour préparer la fête chez la future mariée. Il ramène tout cela sept jours avant. Le mouton, il le ramène deux ou trois jours avant le marière.

C'est terminé

Dans la famille de la fille on roule le couscous et pendant sept jours avant le mariage, la fête commence chez les deux futurs époux. La famille et les voisins viennent, on boit du thé, on mange des gateaux et on mange. La veille du mariage, le samedi soir, les parents du mari viennent et amènent du henné, des friandises, des dattes. Il tue le mouton chez les parents de la fille et la fête se fait dans les deux familles. La fête dure toute la nuit.

Le lendemain, dimanche, les parents du futur mari viennent chercher la fille pour l'amener dans sa future maison, la maison de ses beaux-parents et du mari. Certains viennent avec des taxis, des voitures ou des ânes, cela dépend des moyens. Moi, ils sont venus me chercher en taxi. Toute la journée, les invités dansent, mangent, rient, discutent, puis, on prépare la mariée pour la nuit de noce. On lui met du henné, on la maquille, on l'habille et on l'introduit un peu après avec ses copains qui

eux, restent derrière la porte. Dans la tradition musulmane, la fille doit rester vierge. Donc, si elle est vierge, l'honneur de la famille est sauvé, et c'est les « you-you », sinon, le mari la répudie le matin même et il garde tout le trousseau, et c'est le déshonneur pour toute la famille. Dans certaines familles, il la garde quandmême, mais ce n'est pas de bon coeur, ça sera toujours la bête noire de la famille

Après, on fera des enfants, voilà, c'est terminé.

In chance?

Tu peux nous parler un peu plus de ta famille?

Mon père était tailleur dans une petite boutique en ville. Mon mariage a eu lieu en 1954, et sept jours après, je suis venue en France avec mon mari. Nous étions quatre filles et un garçon. J'étais la troisième fille. J'ai été favorisée car je me suis mariée à 17 ans, mais ma soeur ainée s'est mariée à 12 ans, elle n'était pas formée. Ma seconde soeur s'est mariée à 13 ans, elle n'était pas formée non plus. Ma quatrième soeur s'est mariée à 19 ans.

Comment expliques-tu la « chance » que tu as eue ?

Car mes premières soeurs n'ont pas été à l'école, et donc elles se sont mariées jeunes. Nous, avec l'école, ils ont repoussé le mariage, nous avons eu de la chance

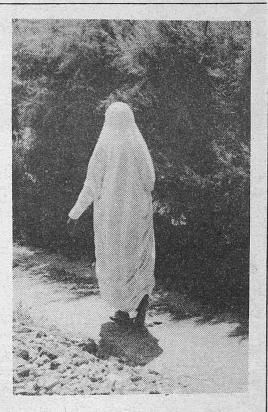
Y a t-u un age précis pour pouvoir se marier?

Non, dès que la femme est tormee, dès 12 ou 13 ans, on juge qu'elle peut se marier. En 1954, une femme qui se marie à 20 ans, est déjà considérée comme vieille, il vaut mieux se marier jeune. A 20 ans, les femmes ne peuvent se marier qu'avec un veuf ou un divorcé. Maintenant, cela a changé. Avant, plus tu te mariais jeune, plus cela avait de l'importance. On préférait marier les filles jeunes car on avait plus de garanties qu'elles soient vierges. Plus on les laisse, plus les parents ont peur que ...

Dès que la future belle-mère arri-

Dès que la future belle-mère arrive, elle demande en mariage la fille ?

Non, la première fois, ma bellemère a informé ma mère qu'elle avait l'intention de marier son fils et qu'elle m'avait vue. Lorsque les hommes se sont mis d'accord sur la dot, les pè-



res des deux familles avec des cousins et des témoins font un repas, une fête, où le taleb bénit l'union. Cela s'appelle les Fetha (fiançailles). Le pere du marié verse la dot au père de la mariée.

Chez les femmes aussi, c'est la fête, ils mettent le premier henné aux fiançailles, bijoux, c'est ce jour-là qu'on les demande et ils sont amenés la veille du mariage avec tout le trousseau.

Après les fiançailles, chacun se prépare pour acheter les choses utiles pour le trousseau. Le jour du mariage, le taleb revient. Il donne sa bénédiction par sa présence, mais sans voir les futurs mariés. Mais, le taleb est surtout important le jour des fiançailles.

Le trousseau

Peux-tu me parler des fiançailles?

Je me suis mariée un an après mes fiançailles. Les fiançailles, ce n'est pas vraiment dans la tradition. On le fait en général si le mariage ne peut pas avoir lieu immédiatement après l'accord. On les fait parce que d'autres gens ne viennent pas demander la fille en mariage, elle est déjà promise. La tradition dit, qu'après les fiançailles, à chaque fête, le Mouloud ou l'Aïd, les parents du garçon doivent offrir à la fille le « couffa » (couffin) avec le henné, le savon, une robe, des friandises, une épaule de mouton, un foulard! Certains font le mariage sans fiançailles dès qu'ils se sont mis d'accord. D'autres se marient un mois après les fiançailles. Cela dépend. Moi, j'ai attendu 1 an car mon mari ne pouvait venir de France, que l'année d'après. C'est rare 1 an, généralement, c'est 2 ou 3 mois.

En quoi a consisté ta dot ?

Nos deux familles étaient assez pauvres. La somme d'argent n'a pas été trop importante. Je n'ai pas eu de bijoux. Les bijoux que je portais, c'est mon père qui me les a offerts! Mais il n'y a pas que l'argent. Il y a 4 robes, 4 foulards, 4 chemises, 2 paires de chaussures, le savon et les friandises. C'est le minimum dans un trousseau. Plus tu es riche, plus il est important.

Suite dans le prochain numéro

